
**Centenaire de
l'Office cantonal
du matériel
scolaire
(1888–1988)**

et réflexions sur l'édition des moyens
d'enseignement

**100-Jahrfeier
der kantonalen
Lehrmittel-
verwaltung
(1888–1988)**

und Überlegungen zur Herausgabe
von Lehrmitteln

1. Il était une fois...

Il fut une époque, pas très lointaine puisqu'elle se situe à la fin du siècle dernier, où les maîtres étaient obligés de parcourir les librairies et les papeteries pour se procurer les manuels et les fournitures scolaires dont leur classe avait besoin. Il arrivait aussi que des parents achètent pour leurs enfants, dans le commerce local, les plumes, crayons, cahiers qu'ils y trouvaient et qui étaient parfois de qualité assez médiocre. Des réclamations de plus en plus nombreuses parvenaient aux autorités locales et à la Direction de l'instruction publique au sujet non seulement de la mauvaise qualité de ces fournitures mais encore de leur disparité et surtout de leur coût. Il y avait donc là des problèmes non résolus, liés pourtant à la scolarité obligatoire et gratuite.

En 1880, la Société fribourgeoise d'éducation, lors de son assemblée annuelle, à Romont, discuta de la question, mise à l'étude l'année précédente, des expositions scolaires. M. Fornerod, instituteur à Ependes, fit ressortir dans un rapport substantiel toute l'utilité de cette innovation. M. Léon Genoud, instituteur à Onnens, comprit d'emblée tout l'intérêt de la question. Il s'adressa à l'éditeur Delgrave à Paris et organisa, en 1881 déjà, avec les objets pour l'enseignement intuitif reçus, une exposition journalière à Bulle. L'abbé Raphaël Horner, alors aumônier à Hauterive, présenta cette collection. Selon M. Genoud, bien des maîtres pourtant, ne semblèrent guère s'y intéresser.

En 1882, paraît en Belgique, une revue nouvelle "L'Ecole catholique". Genoud s'empresse d'entrer en contact avec cet éditeur qui n'est autre que la Procure des Frères des écoles chrétiennes. Il reçoit par ce canal une riche documentation et de nombreux manuels, ce qui lui permet d'organiser le 10 octobre 1883 une nouvelle exposition journalière au rez-de-chaussée du Pensionnat des Jésuites, à Fribourg. Pourquoi au Pensionnat? C'est qu'à l'épo-

1. Es war einmal...

In einer noch nicht allzu weit zurückliegenden Epoche, handelt es sich doch um das Ende des letzten Jahrhunderts, mussten die Lehrer die Buch-, Papier- und Schreibwarenhandlungen aufsuchen, um sich die für ihre Klassen notwendigen Bücher und Lehrmittel zu verschaffen. Es kam auch vor, dass Eltern für ihre Kinder die Füllfedern, die Bleistifte und die Hefte, die manchmal von eher schlechter Qualität waren, an Ort und Stelle kauften. Da dieses Material nicht nur von schlechter Qualität war, sondern auch ungleich und kostspielig, wurden immer mehr Beschwerden an die Ortsbehörden und an die Erziehungsdirektion gerichtet. Diese Probleme blieben ungelöst, da sie mit der damaligen obligatorischen und kostenlosen Schulzeit in Verbindung gebracht werden müssen.

Im Jahre 1880 verdeutlichte der Freiburger Erziehungsverband anlässlich seiner Jahresversammlung die Absicht, Schulausstellungen durchzuführen. Herr Fornerod, Lehrer in Ependes, betonte in seinem inhaltsreichen Bericht, dass diese Neuerung äusserst nützlich wäre. Herr Léon Genoud, Lehrer in Onnens, verstand sogleich die Tragweite dieser Absicht: Er richtete sich an den Verleger Delgrave in Paris und organisierte bereits im Jahre 1881 dank der erhaltenen Mittel für einen intuitiven Unterricht eine eintägige Ausstellung in Bulle. Der Priester Raphael Horner, Seelsorger in Hauterive, stellte diese Sammlung vor. Laut Hr. Genoud interessierten sich jedoch kaum Lehrer dafür.

Im Jahre 1882 erschien in Belgien eine neue Zeitschrift "L'Ecole catholique". Genoud trat sofort in Kontakt mit dem Verleger, der sich als Verwalter der Bruderschaft der christlichen Schulen herausstellte. Durch diesen Kanal erhielt er eine reichhaltige Dokumentation, sowie zahlreiche Bücher, was ihm erlaubte, am 10. Oktober 1883 im Erdgeschoss des Jesuitenpensionats in Freiburg eine erneute eintägi-

que toutes les classes primaires de la ville y étaient réunies; les écoles de quartier ne seront créées que plus tard. De très nombreux maîtres et des membres des autorités la visitent. L'intérêt est évident.

Le Conseil d'Etat, sur proposition de Lucien Schaller, directeur de l'Instruction publique, délègue alors Genoud, en qualité de représentant du canton à la clôture de l'Exposition nationale suisse, en octobre 1883, à Zurich. Genoud rencontre là un certain nombre de personnalités, notamment M. Koller, le commissaire du groupe 30 (Instruction et éducation), lequel propose aux représentants des cantons romands l'organisation d'une exposition itinérante de moyens d'enseignement. Genoud n'est pas très convaincu par cette suggestion. Ce genre d'expositions serait trop coûteux. Il propose de mettre sur pied, à l'instar de ce que s'apprête à faire le canton de Neuchâtel, une exposition permanente.

Le 24 janvier 1884, il établit dans cette intention un rapport au Conseil d'Etat et le 6 février, il ouvre, à Fribourg, au Pensionnat, son Exposition permanente. Il y a 39 exposants. Elle ne renferme que des objets, appareils, manuels destinés à l'enseignement dans les classes enfantines, les jardins d'enfants, les écoles primaires, secondaires, ainsi qu'au perfectionnement professionnel. On y trouve la production de la Procure, de Hachette, de Delgrave, de Poussielgue, de Picard, de Colin, de Delaplane pour la Belgique et la France, ainsi que les dernières nouveautés de Antenen et de Dalp pour le canton de Berne. C'est un immense succès.

Le 17 mai 1884, le Grand Conseil adoptait la loi sur l'instruction primaire. Les articles 50, 51 et 52 traitent des fournitures scolaires. Ils posent notamment deux principes, à savoir que tout le matériel scolaire doit être fourni aux élèves au prix coûtant et qu'il doit même être fourni gratuitement à tous les élèves pauvres sans distinction. En revanche, il n'est pas encore question de créer une institution cantonale chargée des commandes et des livraisons de

ge Ausstellung zu organisieren. Warum im Pensionat? Zu diesem Zeitpunkt waren sämtliche Primarschulklassen der Stadt hier untergebracht: Die Quartierschulen wurden erst später verwirklicht. Zahlreiche Lehrer und Behördemitglieder besuchten mit grossem Interesse diese Ausstellung.

Auf Vorschlag von Lucien Schaller, Direktor des Erziehungsdepartements, delegierte der Staatsrat demnach Herrn Genoud als Vertreter des Kantons an die Schlussfeier der Landesausstellung, die im Oktober 1883 in Zürich stattfand. Genoud begegnete vielen Persönlichkeiten, vor allem Hr. Koller, Kommissar der Gruppe 30 (Unterricht und Erziehung), der den Kantonsvertretern der Westschweiz vorschlug, eine Wanderausstellung für Lehrmittel durchzuführen. Genoud war jedoch davon nicht überzeugt, weil eine solche Ausstellung zu kostspielig ist. Er schlug folglich vor, eine Dauerausstellung auf die Beine zu stellen, wie es übrigens auch der Kanton Neuenburg plante.

Am 24. Januar 1884 stellte er dem Staatsrat einen diesbezüglichen Bericht zu, und am 6. Februar eröffnete er in Freiburg, im Pensionat, seine Dauerausstellung. 39 Aussteller sind anwesend. Die Ausstellung beinhaltete nur Mittel, Geräte und Bücher, die für den Unterricht am Kindergarten, an der Primar- und Sekundarschule, sowie für die berufliche Weiterbildung bestimmt sind. Zu sehen waren die Erzeugnisse des Verwalters von Hachette, von Delgrave, von Poussielgue, von Belin, von Picard, von Colin, von Delaplane für Belgien und Frankreich sowie die letzten Neuheiten von Antenen und von Dalp für den Kanton Bern. Es war ein Riesenerfolg. Am 17. Mai 1884 genehmigte der Grosse Rat das Gesetz betreffend Primarschulunterricht. Die Artikel 50, 51 und 52 erwähnen die Lehrmittel, wobei vor allem zwei Grundsätze zu beachten sind: Das Schulmaterial muss den Schülern zum Marktpreis abgegeben werden und sogar ausnahmslos allen armen Schülern gratis. Ausser Frage steht jedoch

moyens d'enseignement. L'exposition permanente n'a pas encore eu le temps de révéler au monde politique toute l'étendue de sa logique.

Le 31 juillet 1884, l'Exposition compte déjà 11 sections. Au mois de décembre de la même année, on répertorie 45 exposants présentant une vitrine de 737 objets. Dans son rapport annuel de 1885, Genoud signale qu'il y a 20 sections. Le 19 décembre 1885, vu ce succès, le Conseil d'Etat ratifie les statuts de l'Exposition permanente. Celle-ci devient donc la cadette des expositions similaires en Suisse, celle de Zurich et celle de Berne.

Le 1er janvier 1886, Genoud lance, à l'instar du Pionnier de Berne et du Schularchiv de Zurich, un mensuel d'information "Le moniteur", organe de l'Exposition permanente, tiré à 420 exemplaires. Douze numéros paraîtront en 1886. L'extension est si rapide que les locaux deviennent rapidement trop exigus. L'exposition recevra une hospitalité passagère dans la grande Salle de la Grenette, pour l'Assemblée du 14 octobre 1886, puis fera un séjour temporaire dans une maison particulière du Criblet, dans la quartier latin de Bolzopolis. Elle occupera par la suite deux immenses salles de l'ancienne caserne où, en 1887, le corps enseignant pourra prendre connaissance de 3000 objets provenant de 234 exposants.

Le comité de cette exposition – car Genoud avait eu la sagesse de constituer un comité pour patronner son oeuvre – convoque une assemblée le 14 octobre 1886 dont le dernier tractandum – le plus important – était ainsi libellé: "Est-il vraiment utile que l'exposition permanente – devenue plus tard le Mu-

noch die Gründung einer kantonalen Stelle, die mit den Bestellungen und Lieferungen der Lehrmittel beauftragt ist. Die Dauerausstellung hatte zu wenig Zeit gehabt, den Politikern das Ausmass ihres Anliegens zu offenbaren.

Am 31. Juli 1884 zählte die Ausstellung bereits 11 Sektionen. Im Monat Dezember des laufenden Jahres wurde eine Zahl von 45 Ausstellern angeführt, die 737 Gegenstände präsentieren. Genoud erwähnt in seinem Jahresbericht von 1885 20 Sektionen. Hinsichtlich dieses Erfolgs genehmigte der Staatsrat die Statuten der Dauerausstellung. Im Vergleich zu Zürich und zu Bern war sie demnach die erste derartige Schweizerausstellung.



Am 1. Januar 1886 gab Genoud ein monatliches Informationsblatt "Le moniteur" als Organ der Dauerausstellung zu 420 Exemplaren heraus. Es kann mit dem Pionier von Bern und dem Schularchiv von Zürich verglichen werden. Zwölf Nummern erschienen im Jahre 1886. Da das Ausmass der Ausstellung schnell zunahm, wur-

den die Räumlichkeiten zu klein. Anlässlich der Versammlung vom 14. Oktober 1886 wurde die Ausstellung vorübergehend im grossen Saal des Kornhauses errichtet. Anschliessend fand sie während eines bestimmten Zeitpunkts in einem besonderen Haus des Criblet Unterschlupf, im Studentenviertel von Bolzopolis. Nachher besetzte sie zwei Riesensäle der alten Kaserne, wo im Jahre 1887 der Lehrkörper 3000 Gegenstände von 234 Ausstellern einsehen konnte.

Das Komitee dieser Ausstellung – Genoud hatte diesbezüglich klugerweise ein Komitee als Schutzaufsicht gebildet – berief eine Versammlung für den

sée pédagogique, situé au 2^e étage de l'Hôtel des Postes – se charge de fournir directement le matériel aux écoles? MM. Georges Python et Julien Schaller, le nouveau et l'ancien directeurs de l'instruction publique y assistent. L'assemblée est présidée par le Chanoine Schneuwly. MM. Soussens, rédacteur du Bulletin pédagogique, Genoud, instituteur, Gapany et Vonlanthen, inspecteurs scolaires se prononcent en faveur de la thèse proposée alors que le Chanoine Schneuwly et M. Progin, inspecteur scolaire à Bulle, y sont opposés. Après délibérations, l'assemblée, à la quasi-unanimité, vote la résolution d'adjoindre à l'exposition un service des fournitures scolaires.

Une étape décisive vient ainsi d'être franchie. Le 24 mars 1888, le Conseil d'Etat, sur proposition de Georges Python, prend un arrêté établissant, à Fribourg, un Dépôt central de tous les objets servant à l'enseignement. Cet arrêté peut être considéré comme l'acte de fondation de l'Office actuel. Le Conseil d'Etat nomme le gérant. Le Dépôt ne doit réaliser aucun bénéfice. Les communes ne peuvent se procurer et fournir aux élèves des écoles primaires un matériel autre que celui provenant du dépôt central. Il leur est défendu de le détailler à un prix supérieur à celui déterminé par l'autorité compétente.

Cet arrêté souleva une tempête de protestations de la part des libraires et des papetiers. C'est bien compréhensible! Ils demandent donc, dans un recours de 15 pages, daté du 15 mai 1888 et cosigné par J. Ackermann, libraire à Bulle, E. Stajessi, libraire à Romont et Ph. Meyll, libraire à Fribourg, que l'arrêté soit rapporté. En présence du refus du Conseil d'Etat, ils saisissent l'opinion publique et lancent un journal "La Liberté de commerce" dont le premier numéro paraît le 13 juin 1888 et le quatrième et dernier le 18 octobre de la même année. Ce journal lance un appel aux libraires, négociants des villes et des villages, aux imprimeurs, aux re-

14. Oktober 1886 ein. Der letzte, wichtigste Punkt der Traktandenliste hatte folgenden Wortlaut: "Ist es wirklich angebracht, dass die Dauerausstellung – später Pädagogisches Museum, das sich im zweiten Stock des Hotels zur Post befindet – die Lieferung des Materials an die Schulen direkt übernimmt?" Die Herren Georges Python und Julien Schaller, der neue und ehemalige Direktor des Erziehungsdepartements nahmen daran teil. Die Versammlung wurde durch den Domherrn Schneuwly geleitet. Die Herren Soussens, Redaktor des "Bulletin pédagogique", Genoud, Primarlehrer, Gapany und Vonlanthen, Schulinspektoren, sprachen sich für Annahme der vorgeschlagenen These aus, während Domherr Schneuwly und Herr Progin, Schulinspektor in Bulle dagegen waren. Nach längeren Beratungen fasste die Versammlung, beinahe einstimmig, den Beschluss, der Ausstellung eine Dienststelle für Lehrmittel beizufügen.

Dadurch ist eine wichtige Phase beendet worden. Am 24. März 1888 fasste der Staatsrat auf Antrag von Georges Python einen Beschluss, der in Fribourg eine zentrale Deponierung aller für den Unterricht bestimmten Gegenstände festsetzte. Dieser Beschluss kann als Grundstein der heutigen Verwaltung betrachtet werden. Der Staatsrat ernennt den Geschäftsführer. Dieses Geschäft darf keinen Gewinn erzielen. Die Gemeinden haben nicht das Recht, den Primarschülern anderes Material zu überreichen, als das von der zentralen Aufbewahrungsstelle bezogene. Es ist ihnen auch untersagt, das Material zu einem höheren Preis zu verkaufen, als zu dem von der verantwortlichen Behörde festgelegten.

Dieser Beschluss löste bei den Buch- und Papierhändlern heftige Proteste aus, was durchaus verständlich ist. In einem vom 15. Mai 1888 datierten, fünfzehnteiligen Beschwerdeschreiben, das von J. Ackermann, Buchhändler in Bulle, E. Stajessi, Buchhändler in Romont und Ph. Meyll, Buchhändler

lieurs, aux menuisiers (à cause du mobilier scolaire) pour qu'ils s'opposent à cet acte gouvernemental qui, selon eux, est anticonstitutionnel parce qu'il ne respecte pas la séparation des pouvoirs et porte une atteinte grave à la liberté de commerce et d'industrie.

Même "La Liberté", le journal conservateur, ne semble pas vouloir accepter ce coup de force:

"L'imprimerie catholique vend du matériel aux écoles, rien de plus vrai. Elle continuera à en vendre après comme avant la création du Bureau central, et elle espère que sa clientèle, loin de diminuer par l'établissement de ce bureau, ira se développant par les soins toujours plus grands que l'on prendra à la satisfaire."¹

L'affaire est donc portée devant le Grand Conseil qui en débat, quatre heures durant, le 16 novembre 1888. M. Paul Aeby, syndic de la Ville de Freiburg, était rapporteur de la commission parlementaire. M. Python occupait le siège de commissaire du gouvernement. Onze orateurs se succédèrent à la tribune. Les ténors des deux partis conservateur et libéral intervinrent avec pugnacité, les uns pour soutenir le directeur de l'instruction publique et ses idées, les autres pour s'opposer à la main-mise de l'Etat sur une activité qui relève normalement du secteur privé. Georges Python déclara: "Quand les examens des recrues nous étaient défavorables, des mots durs étaient prononcés dans le pays à l'adresse de la Direction de l'instruction publique. Maintenant que nous vous proposons une mesure nécessaire dans l'intérêt de nos écoles, les députés du Grand Conseil pourraient-ils se déjuger?" Les Pythonistes gagnèrent la partie et le Grand Conseil approuva – il n'y eut que 9 voix qui s'y opposèrent – l'arrêté incriminé.²

Mais la rancoeur subsista, à tel point que deux ans plus tard, lors d'une manifestation contre la politique gouvernementale qui eut lieu sur la place de l'Hôtel de Ville, il fallut une centaine de paysans et une

in Freiburg, unterschrieben ist, wird die Aufhebung des Beschlusses verlangt. Da sich der Staatsrat weigert, darauf einzugehen, gelangen sie mit der Zeitung "La Liberté de commerce", deren erste Ausgabe am 13. Juni 1888 und deren vierte und letzte am 18. Oktober 1888 erfolgt, an die Öffentlichkeit. Diese Zeitung richtet einen Aufruf an alle Buchhändler, Kaufleute von Stadt und Land, Drucker, Buchbinder und Schreiner (wegen des Schulmobiliars), damit sie sich diesem Regierungsbeschluss widersetzen, der ihrer Meinung nach verfassungswidrig ist, weil er die Gewaltentrennung nicht respektiert und gegen die Handels- und Gewerbefreiheit verstösst. Nicht einmal die konservative Zeitung "La Liberté" schien sich mit diesem Gewaltstreich abzufinden: "Es steht fest, dass die katholische Druckerei den Schulen Material verkauft. Sie wird es auch nach der Gründung der zentralen Aufbewahrungsstelle weiterhin tun und hofft dabei, dass die Kundschaft dank einer immer besser werdenden Dienstleistung noch weiter anwächst."¹

Am 16. November 1888 findet im Grossen Rat eine vierstündige Debatte über diese Angelegenheit statt. Herr Paul Aeby, Stadtmann von Freiburg, war der Berichterstatter der parlamentarischen Kommission. Herr Python nahm den Sitz des Regierungsbevollmächtigten ein. Zwölf Redner lösten sich am Rednerpult ab. Die führenden Köpfe der konservativen und liberalen Partei legten einen grossen Kampfeifer an den Tag, die einen, um den Erziehungsdirektor und dessen Ideen zu unterstützen, die anderen, um sich der Übernahme einer normalerweise dem Privatsektor angehörenden Aktivität durch den Staat zu widersetzen. Georges Python erklärte: "Als die Rekrutenprüfungen für uns ungünstig verliefen, wurden harte Worte an die Erziehungsdirektion gerichtet. Jetzt, wo es darum geht, eine im Interesse unserer Schulen stehende Massnahme zu treffen, wie könnten die Mitglieder des Grossen Rates einen entgegengesetzten Beschluss fassen?" Die Anhän-

pompe à eau pour disperser les manifestants qui se plaignaient de la politique de Python:

"Au lieu de restreindre votre activité à l'administration du pays, vous vous êtes fait successivement marchand de sel, de bois, d'eau, d'électricité. Aujourd'hui vous vendez à nos enfants l'encre et les plumes, les règles et le papier, le catéchisme et le syllabaire... Vous tuez l'initiative privée".³

2. Une œuvre de pionnier...



On pourrait croire que Fribourg, une fois de plus, est à la traîne. Pas du tout. Certes il l'est en ce qui concerne la gratuité et il le restera longtemps encore, puisqu'un siècle plus tard les fournitures scolaires ne sont pas encore totalement gratuites. En revanche dans les domaines de la centralisation et de l'uniformisation de ces fournitures, il fait plutôt œuvre de pionnier. Seul le canton de Zurich l'a devancé de quelques années! En effet, regardons un peu ce qui se passe ailleurs, autour de nous. Le 9 mai 1889, le député Cuénoud, ancien syndic de Lausanne, ne disait-il pas en Grand Conseil: "L'on s'est beaucoup plaint dans ce pays de la multiplicité de nos manuels dont le choix a été jusqu'ici laissé aux autorités communales et même parfois aux instituteurs." Ce n'est, dans le canton de Vaud, que le 1er février 1891 qu'un bureau provisoire des fournitures fonctionne au Département de l'instruction publique; il est composé d'un adjoint assisté d'un sous-secrétaire. Pour l'année scolaire 1891–1892, seuls les cahiers, boîtes d'école, plumes, porte-plumes, crayons, règles, encriers, ardoises, crayons d'ardoise, albums à dessin, gommes, carnets et livrets scolaires sont remis aux élèves par les soins de ce bureau. Pour l'année 1892–1893, on y ajoutera les manuels nécessaires aux élèves du degré inférieur, soit les syllabaires, les vocabulaires et les livres de lecture

ger von Python gewannen die Partie, und der Grosse Rat genehmigte mit nur neun Gegenstimmen den zur Sprache stehenden Beschluss.²

Doch der Groll war noch zwei Jahre später spürbar, als während einer gegen die Regierungspolitik gerichteten Kundgebung, die auf dem Rathausplatz stattfand, ungefähr hundert Bauern mit einer Wasserpumpe einschreiten mussten, um die Demonstranten zu verjagen. Die Kundgeber beklagten sich folgendermassen über die von Python geführte Politik: "Anstatt Ihre Tätigkeit auf die Verwaltung des Staates zu beschränken, sind Sie nacheinander ein Salz-, ein Holz-, ein Wasser- und ein Stromhändler geworden. Heute verkaufen Sie unseren Kindern die Tinte und die Feder, die Lineale und das Papier, den Katechismus und die Fibel... Sie verunmöglichen jegliche Privatinitiative."³

2. Ein Pionierwerk...



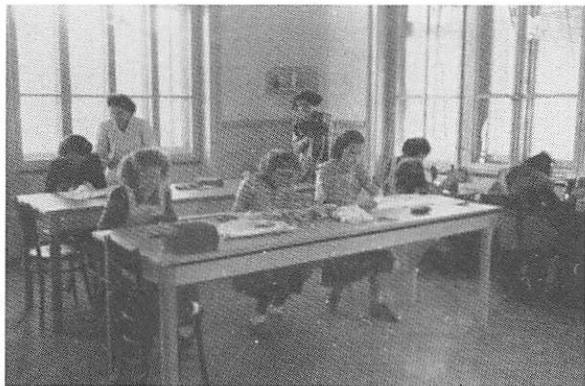
Man könnte der Auffassung sein, dass Freiburg einmal mehr im Vergleich zu den anderen Kantonen zurücklag. Dies trifft zwar zu, wenn von den Lehrmitteln die Rede ist, die hundert Jahre später immer noch nicht kostenlos bezogen werden können. Was hingegen die Zentralisierung und Vereinheitlichung dieser Lehrmittel an betrifft, so war Freiburg allen anderen Kantonen ausser dem Kanton Zürich um einiges voraus.

Es ist interessant zu vermerken, was zu diesem Zeitpunkt in den umliegenden Kantonen vor sich ging. Am 9. Mai 1889 erwähnte Grossrat Genoud, ehemaliger Stadtmann von Lausanne im Grosse Rat folgendes: "Man hat in diesem Land oft die Mannigfaltigkeit der Lehrbücher beanstandet, deren Wahl von den Gemeindebehörden und sogar manchmal von den Lehrern vorgenommen wird." Erst am 1. Februar 1891 wurde im Kanton Waadt ein provisorisches Büro für Lehrmittel durch das Er-

et, pour les élèves des degrés moyen et supérieur, les livres de lecture seulement. Pour l'année 1893–1894, les livraisons comprendront également les manuels de grammaire, de géographie, d'histoire, de chant et d'instruction civique.

A Genève, la loi de 1886 prévoyait certes que les livres, le matériel et les fournitures pour l'enseignement sont à la charge de l'Etat. Mais dans ces fournitures on ne comprenait que le matériel de classe, c'est-à-dire les plumes, crayons, gommes, quelques cahiers, ainsi que les livres de lecture. Il appartenait donc aux parents de fournir à leurs enfants le matériel nécessaire aux travaux à domicile, ainsi que les livres appartenant personnellement aux élèves. Avant 1895 un seul employé suffisait pour assurer la distribution du matériel scolaire officiel. La loi du 26 octobre 1895 institue la gratuité de toutes les fournitures. A partir de cette date, Genève se dote donc de différents dépôts partiels. Ce n'est qu'en 1910 que tous ces dépôts seront réunis en un seul à la Promenade de Saint-Antoine. A la tête du Service des fournitures scolaires, l'Etat nomme un chef de bureau, secondé d'un commis.

A Neuchâtel, la gratuité des fournitures scolaires est inscrite dans la loi du 27 avril 1889. Lors des délibérations au Grand Conseil, des députés étaient – comme à Fribourg – intervenus pour que la loi se bornât à prescrire aux communes de veiller à ce



ziehungsdepartement errichtet. Es bestand aus einem Adjunkten und einem Sekretär, der ihm unterstellt war. Dieses Büro überreichte den Schülern für das Schuljahr 1891–1892 ausschliesslich die Hefte, die Schulschachteln, die Federn, die Federhalter, die Bleistifte, die Lineale, die Tintenfüsser, die Schultafeln und deren Stifte, das Zeichnungsmaterial, Gummis, Notizblöcke und Schulzeugnisse. Für das Schuljahr 1892–1893 kamen die für die Unterstufe notwendigen Lehrbücher hinzu, d.h. die Fibel, die Wortschatz- und Lesebücher, für die Mittel- und Oberstufe einzig die Lesebücher. Für das Schuljahr 1893–1894 wurden auch die Lehrbücher für die Fächer Grammatik, Geographie, Geschichte, Gesang und Staatsbürgerkunde abgegeben.

In Genf sah das Gesetz vom Jahre 1886 zwar vor, dass die Bücher, das Material und die Unterrichtsmittel zu Lasten des Staates fallen. Zu diesen Mitteln gehörte jedoch nur das Klassenmaterial wie die Federn, Bleistifte, Gummis, einige Hefte sowie die Lesebücher. Die Eltern mussten demnach für die Kosten des Materials aufkommen, das die Schüler zum Verrichten ihrer Hausaufgaben brauchten, sowie für Bücher, die den Schülern gehörten. Vor 1895 genügte ein einziger Angestellter, um die Verteilung des amtlichen Schulmaterials vorzunehmen. Das Gesetz vom 26. Oktober 1895 führte die kostenlose Abgabe sämtlicher Schulmittel ein. Von nun an wurden in Genf verschiedene Teillagerstellen errichtet. Erst 1910 kam es zu einer Zusammenlegung all dieser Lagerstellen an der "Promenade de Saint-Antoine". Der Staat ernannte einen Bürochef, dem ein Gehilfe zur Seite stand.

In Neuenburg war die kostenlose Abgabe der Schulmittel im Gesetz vom 27. April 1889 verankert. Während der Grossratsdebatte haben sich Grossräte – wie in Freiburg – dafür ausgesprochen, das Gesetz solle den Gemeinden vorschreiben, dass sie den notbedürftigen Kindern das Schulmaterial kostenlos überreichten. Es solle jedoch aus

que les enfants nécessiteux reçoivent le matériel scolaire gratuitement, mais qu'elle ne fit pas de l'Etat un fournisseur officiel, ce qui causerait le plus grand tort à toute une catégorie de petits commerçants. L'organisation du Service des fournitures scolaires est déterminée par les art. 71 à 92 du règlement général pour les écoles primaires du 3 décembre 1912. Ce règlement est au reste peu contraignant. On constate en effet que les écarts entre les communes, en ce qui concerne leurs dépenses en la matière, sont considérables. En 1914, celle qui est la plus généreuse consacre en moyenne 7,91 fr par élève, celle qui occupe le dernier rang, 1,79 fr. Du simple au quadruple! Cela s'explique en partie par le fait que les écoles ont toute latitude de choisir parmi les ouvrages adoptés ceux qui leur conviennent le mieux. Le meilleur peut donc parfois être le moins cher! ⁴

3. En avant toutes!

Après ce bref tour d'horizon dans les cantons voisins, revenons à Fribourg. Python a maintenant la voie libre. Il fait nommer Genoud en qualité de gérant du Dépôt qui, en mars 1888, ouvre ses portes dans le bâtiment no 41 de la Grand-Rue, à Fribourg. La Trésorerie d'Etat fait une avance de 40 000 fr, lesquels seront remboursés par annuités dans les dix ans subséquentes. Le 24 avril 1899, le Conseil d'Etat adopte le premier règlement du Dépôt central du matériel d'enseignement et des fournitures scolaires. Ce règlement fixe les règles de subordination, la mise à disposition des locaux, le système de comptabilité et de contrôle, des mesures strictes en ce qui concerne les achats et les ventes; il institue enfin une commission de surveillance et détermine les tâches du gérant. Ce règlement sera remplacé le 23 avril 1904 par une nouvelle réglementation qui institue entre autres

dem Staat keinen offiziellen Lieferanten machen, denn dies würde einer grossen Zahl von Kleinkaufleuten sehr schaden. Die Organisation der Dienststelle für Lehrmittel ist in den Artikeln 71 bis 92 des allgemeinen Reglementes für die Primarschulen vom 3. Dezember 1912 umschrieben. Dieses Reglement ist übrigens kaum von einschränkender Natur. Es kann demnach festgestellt werden, dass der Anteil der diesbezüglichen Ausgaben für die einzelnen Gemeinden sehr unterschiedlich ist. So gibt zum Beispiel im Jahre 1914 die grosszügigste Gemeinde durchschnittlich 7,91 Fr. pro Schüler aus, während die sparsamste nur deren 1,79 Fr. Dies erklärt sich teilweise dadurch, dass die Schulen die zu bestimmenden Bücher ungezwungen wählen können: Das beste Buch kann demnach gelegentlich das billigste sein! ⁴

3. Schreiten wir voran !

Nach dieser kurzen Lagebeschreibung dreier Kantone wenden wir uns wieder dem Kanton Freiburg zu. Python hat jetzt freie Hand. Genoud wird zum Geschäftsführer des Depots ernannt, das im März 1888 im Gebäude Nr. 41 der Reichengasse in Freiburg eröffnet wird. Das kantonale Finanzamt überreicht einen Vorschuss von 40 000 Fr., die in Jahresraten in den folgenden zehn Jahren zurückerstattet werden müssen. Am 24. April 1899 genehmigt der Staatsrat die erste Verordnung der zentralen Aufbewahrungsstelle für Unterrichtsmaterial und schulische Bedarfsartikel. Diese Verordnung legt die Bestimmungen der Dienstabhängigkeit fest, die zur Verfügung stehenden Räumlichkeiten, das Buchhaltungs- und Kontrollsystem sowie die strengen Massnahmen, was den Einkauf und den Verkauf anbetrifft; schliesslich setzt sie eine Aufsichtskommission ein und weist auf die Pflichten des Geschäftsführers hin.

deux sections: la section A, pour le matériel et les fournitures scolaires en général et la section B, pour le matériel et les fournitures spéciales destinés aux travaux à l'aiguille. Chaque section a son gérant. Celui de la section A recevra un traitement annuel de 1800 fr au minimum et de 2300 fr au maximum; celle de la section B recevra 1300 fr au minimum et 1500 fr au maximum. Chaque responsable devra fournir une caution de 5000 fr. De plus, un emballer sera rattaché au service des deux sections du dépôt.

En 1909, la Direction de l'instruction publique et des cultes autorise le Dépôt à acquérir l'immeuble Perrier, portant le no 32 à la Grand-Rue pour le prix de 80 000 fr. Ce montant avancé par la Trésorerie d'Etat sera entièrement remboursé au fil des années. Le matériel d'enseignement n'est pas gratuit. Il est intégralement à la charge des parents. Même si les changements de manuels ne sont pas fréquents, les parents de famille nombreuse supportent des frais assez lourds. Le 17 mai 1957, le député André Francey, ainsi que 7 autres députés, demandent dans une motion la gratuité du matériel d'enseignement dans les écoles primaires et secondaires. Elle ne sera développée que le 7 février 1958. Selon lui, les maîtres disposent de trop de manuels. Il faudrait normaliser la production. De plus, le Dépôt du matériel d'enseignement et des fournitures scolaires devrait être transformé en un service dépendant directement du Département de l'instruction publique. Dans sa réponse du 26 mai 1958, M. José Python n'eut pas grand peine à prouver qu'il n'était pas exagéré de changer des manuels édités il y a vingt ans. L'existence du Dépôt est, selon lui, un avantage pour les élèves qui reçoivent du matériel de qualité et pour les communes qui paient ce matériel au prix de revient, parfois même, à un prix inférieur encore. La motion sera rejetée par 53 voix contre 10.

Par le règlement du 19 mars 1973, le Dépôt central du matériel d'enseignement et des fournitures

Diese Verordnung wird am 23. April 1904 durch eine neue ersetzt, die unter anderem zwei Sektionen anordnet: die Sektion A für das Material und die schulischen Bedarfsartikel und die Sektion B für das Material und die speziellen Bedarfsartikel, die für die Handarbeit bestimmt sind. Jede Sektion hat ihren Geschäftsführer. Der Geschäftsführer der Sektion A bekommt ein Jahresgehalt von mindestens 1800 Fr. und von maximal 2300 Fr., jener der Sektion B von mindestens 1300 Fr. und von maximal 1500 Fr. Jeder Verantwortliche muss eine Kautions von 5000 Fr. hinterlegen. Zusätzlich wird ein Packer in den Dienst der beiden Sektionen treten.

Im Jahre 1909 erteilt die Erziehungsdirektion dem Depot die Erlaubnis, sich das Gebäude Perrier anzueignen, das an der Reichengasse 32 steht, und zwar zum Preis von 80 000 Fr. Dieses vom kantonalen Finanzamt gewährte Darlehen wird im Laufe der Jahre vollständig zurückbezahlt.

Durch die Verordnung vom 19. März 1973 ändert die zentrale Aufbewahrungsstelle für Unterrichtsmaterial und schulische Bedarfsartikel ihre Firmenbezeichnung und trägt von nun an den Namen "Kantonale Lehrmittelverwaltung". Sie ist ein staatliches Unternehmen, das von der Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten abhängt und finanziell selbständig ist, aber dem Finanzgesetz unterstellt ist. Die beiden Sektionen A und B schliessen sich zusammen. Der Geschäftsführer wird zum alleinigen Verwalter. Zum ersten Mal wird die Verwaltung damit beauftragt, mit ähnlichen Unternehmen anderer Kantone zusammenzuarbeiten sowie mit interkantonalen Stellen, die für die Erarbeitung und Herausgabe von Unterrichtsmitteln bestimmt sind.

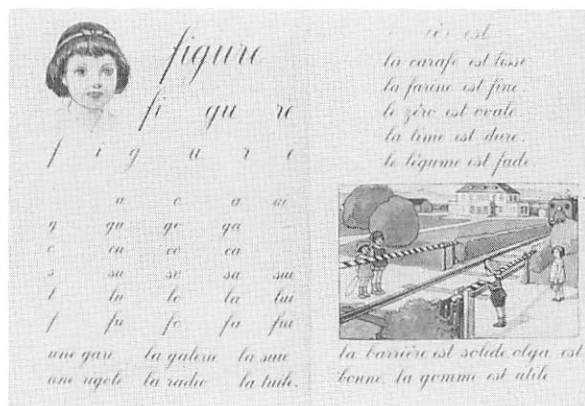
Während mehreren Jahrzehnten hat die Aufbewahrung von Schulmaterial und dessen Lieferung keine Probleme gestellt. Die Bedarfsartikel waren zu diesem Zeitpunkt zahlenmässig nicht so bedeutend. Seit den siebziger Jahren jedoch haben die Verall-

scolaires change de raison sociale et devient l'Office cantonal du matériel scolaire. Il est un établissement d'Etat, dépendant de la Direction de l'instruction publique et des cultes, financièrement autonome, mais soumis à la loi financière. Les deux sections A et B fusionnent. Le gérant devient le seul administrateur de l'Office. Pour la première fois, l'Office se voit assigner une tâche de collaboration avec les établissements similaires d'autres cantons, ainsi qu'avec les organismes intercantonaux chargés de l'élaboration et de l'édition de moyens d'enseignement.

Durant plusieurs décennies, le stockage du matériel scolaire et ses livraisons n'ont posé aucun problème. Les fournitures étaient alors peu importantes. Mais depuis les années septante, la généralisation de l'enseignement secondaire, les retombées de la coordination scolaire romande et du Nord-Ouest, l'introduction de nouvelles méthodes d'enseignement ont eu pour conséquence un accroissement considérable du volume des affaires. En 1988, cent ans après sa fondation, l'Office reçoit, stocke et livre quelque 250 tonnes de matériel par an. Il dessert environ 1500 classes groupant quelque 30 000 élèves et étudiants. Les locaux de la Grand-Rue, malgré trois agrandissements successifs en sous-sol, entre 1970 et 1980, ne peuvent plus suffire. Il est devenu impossible, sur 250 m² de plancher, de disposer de 1500 articles. De plus cette exigüité complique singulièrement la manutention et rend même certains travaux extrêmement dangereux. La situation géographique rend notamment très difficile le chargement et le déchargement des camions dans une rue où la circulation automobile est devenue intense. Pour toutes ces raisons, des locaux d'entreposage ont dû être loués de toute urgence à Marly. C'est pourquoi aussi, le 30 avril 1982 déjà, la commission de surveillance adressait un rapport à la Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles pour la rendre attentive

gemeinerung des Sekundarschulunterrichts, die Auswirkungen der West- und Nordwestschweizer Schulkoordination sowie die Einführung neuer Unterrichtsmethoden dazu geführt, dass sich das Geschäftsvolumen erheblich steigerte. Im Jahre 1988, hundert Jahre nach ihrer Gründung erhält, lagert und liefert die Lehrmittelverwaltung an die 250 t Material pro Jahr. Sie bedient ungefähr 1500 Klassen, die an die 30 000 Schüler und Studenten umfassen. Trotz dreier aufeinanderfolgender Vergrößerungen im Untergeschoss, die zwischen 1970 und 1980 vorgenommen wurden, genügen die Räumlichkeiten an der Reihengasse nicht mehr. Die 250 m² ermöglichen es nicht mehr, 1500 Artikel aufzunehmen. Diese Raumnot erschwert insbesondere die Geschäftsführung und erhöht sogar die Gefahr beim Ausführen gewisser Arbeiten. Das Laden und Entladen der Lastwagen in einer sehr verkehrsreichen Strasse erweist sich als äusserst schwierig. Aus all diesen Gründen haben in Marly dringend neue Lokale zum Aufbewahren von Artikeln gemietet werden müssen. Bereits am 30. April 1982 hat auch die Aufsichtskommission die Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten in einem an sie gerichteten Bericht auf dieses heikle Problem aufmerksam gemacht. Die Möglichkeiten eines Kaufes oder sogar eines Neubaus wurden ins Auge gefasst. Am 19. Dezember 1985 begutachtete dieselbe Kommission das Projekt eines neuen Gebäudes, das zu verschiedenen Zwecken benützt werden soll und in Granges-Paccot, auf einem dem Staat gehörenden Landgut, in der Nähe der Autobahn N 12, westlich der Gebäude der Verkehrspolizei und des Aufwärtungsdienstes errichtet werden soll. Die Baustelle kann von den Last- und Personwagen durch die Madeleinstrasse erreicht werden. Am 7. Dezember 1987 genehmigte der Staatsrat den von der Aufsichtskommission am 23. Oktober 1987 erstellten Bericht betreffend Transferbedingungen. In seiner an den Grossen Rat

à cet épineux problème. Plusieurs possibilités d'achat ou même de construction furent examinées. Le 19 décembre 1985, cette même commission donnait un préavis favorable à l'étude de la construction d'un bâtiment à buts multiples, à Granges-Paccot, sur un terrain propriété de l'Etat, situé à proximité de l'autoroute no 12, à l'Ouest des bâtiments de la police de la circulation et du service d'entretien. Il était accessible par la route de la Madeleine pour tous les véhicules. Le 7 décembre 1987, le Conseil d'Etat accepte le rapport du 23 octobre 1987 de la commission de surveillance de l'Office relatif aux conditions de transfert. Dans son message au Grand Conseil du 16 août 1988, le Conseil d'Etat rappelle que l'Office cantonal du matériel scolaire est autonome financièrement et qu'il ne coûte rien à l'Etat. Cela signifie que la vente des moyens d'enseignement et des fournitures scolaires doit couvrir non seulement les coûts de production des ouvrages scolaires, mais également les salaires, les charges sociales du personnel et les frais d'exploitation. Du fait que – souligne-t-il – l'Office a supporté tous les frais d'acquisition, de transformation, d'amortissement et d'entretien du bâtiment qu'il occupe actuellement à la Grand-Rue 32, ce dernier peut prétendre à une compensation équitable de l'Etat. Celui-ci reprendra donc ce bâtiment et en disposera à sa guise. En contre-partie, il mettra, gratuitement et sans limite de temps, à disposition de l'Office, dans le nouveau bâtiment de Granges-Paccot, les locaux nécessaires. L'Office de son côté, déchargé des frais de location, prendra tout de même à son compte les frais d'entretien, de chauffage et d'électricité des nouveaux locaux. Le déménagement s'est fait dans le courant du printemps et de l'été 1991. Pour l'année scolaire 1991/1992, toutes les livraisons ont donc pu être faites à partir de Granges-Paccot. Dorénavant, l'Office dispose à la fois de l'espace nécessaire et d'une gestion entièrement informatisée. De plus, les



gerichteten Botschaft vom 16. August 1988 ruft der Staatsrat in Erinnerung, dass die kantonale Lehrmittelverwaltung finanziell selbständig ist und dem Staat nichts kostet. Dies bedeutet, dass der Verkauf der Unterrichtsmittel und der schulischen Bedarfsartikel nicht nur die Produktionskosten, sondern auch die Besoldungen, die Sozialleistungen des Personals und die Betriebskosten decken muss. Da die Lehrmittelverwaltung sämtliche Ankaufs-, Umbau-, Amortisierungs- und Unterhaltskosten des an der Reichengasse 32 stehenden Gebäudes zu tragen hatte, kann jene laut Staatsrat eine angemessene Vergütung durch den Staat beanspruchen. Der Staat gelangt demnach in den Besitz dieses Gebäudes und kann darüber frei verfügen. Als Gegenleistung stellt er der Lehrmittelverwaltung die notwendigen Lokale im neuen Gebäude von Granges-Paccot kostenlos und zeitlich unbegrenzt zur Verfügung. Die Lehrmittelverwaltung übernimmt ihrerseits die Unterhalts-, Heizungs- und Elektrizitätskosten der neuen Räumlichkeiten.

Der Umzug wurde im Laufe des Frühlings und des Sommers 1991 vollzogen. Für das Schuljahr 1991/1992 konnten alle Lieferungen von Granges-Paccot aus vorgenommen werden. Die Lehrmittelverwaltung verfügt nun über den notwendigen Raum sowie über eine voll informatisierte Geschäftsführung. Zusätzlich wurden die schulischen Bedarfs-

fournitures scolaires seront complétées par un éventail beaucoup plus large de matériel destiné aux activités créatrices manuelles, qui, jusqu'à ce jour, ne pouvait être disponible, à défaut de place pour son entreposage. Un grand pas a ainsi été franchi dans la modernisation de l'entreprise; le service aux communes et au corps enseignant n'en sera qu'amélioré.

4. Administrateurs et gérantes

L' initiateur et le premier gérant du Dépôt central du matériel scolaire fut *Léon Genoud*. Il est né le 24 avril 1859 et mourut en 1938. Diplômé à 17 ans d'Hauterive, il est d'abord instituteur à Villariaz, pendant un an, puis à Montbrelloz pendant deux ans, puis à Onnens. Il fut un homme très actif et très ouvert. Il fut l'initiateur du Musée pédagogique, du Musée industriel, du Bureau cantonal de la Charité, de la Ligue fribourgeoise contre la tuberculose, de la Société fribourgeoise des Arts et Métiers. Il fut gérant du Dépôt de 1888 à 1890. Laurent Gremaud, instituteur, lui succéda de 1891 à 1896, puis Claude Brunisholz, pendant une année, de 1896 à 1897. De 1897 à 1903, la gestion du Dépôt, fut confiée à Antoine Collaud. De 1903 à 1913, le gérant est Placide Perroset-Helfer, né en 1853. Il fut au préalable instituteur à Rueyres-Saint-Laurent de 1874 à 1888, puis maître à l'Ecole régionale de Courtion de 1888 à 1902. Il mourut en 1923. C'est Alexis Folly qui prend la relève, pour un an, de 1923 à 1924. Il fut instituteur remplaçant à Villaraboud, Lussy et Granges. Il se rendit ensuite à Saint-Gall pour y apprendre l'allemand et acquérir une formation commerciale. De retour, il fut surveillant à l'Ecole de laiterie et d'agriculture de Péroles. De 1925 à 1935, Isidore Verdon assure la succession. Il est né en 1874. Il enseigna durant 27 ans à Bulle. Il est mort en 1935

artikel durch ein viel breiteres Angebot von Materialien ergänzt, die für den Handwerksunterricht bestimmt sind. Dadurch ist ein wichtiger Schritt Richtung Modernisierung des Unternehmens getan worden; die Dienstleistung an die Gemeinden und an den Lehrkörper kann somit nur verbessert werden.

4. Geschäftsführer und Geschäftsführerinnen

Der Anreger und der erste Geschäftsführer der zentralen Aufbewahrung des Schulmaterials war *Léon Genoud*. Er ist am 24. April 1859 geboren und im Jahre 1938 gestorben. Mit siebzehn erhielt er sein Diplom in Hauterive, war zuerst ein Jahr lang Primarlehrer in Villariaz, anschliessend während zwei Jahren in Montbrelloz und dann in Onnens. Er galt als sehr aktiv und offen. Er war der Anreger des Pädagogischen Museums, des Industriemuseums, des kantonalen Büros der Barmherzigkeit, der Freiburger Liga gegen die Tuberkulose und des Freiburger Vereins des Kunsthandwerks. Er war Geschäftsführer der Aufbewahrung von 1888 bis 1890. *Laurent Gremaud*, Primarlehrer, war sein Nachfolger von 1891 bis 1896 und anschliessend während eines Jahres *Claude Brünisholz* von 1896 bis 1897. Von 1897 bis 1903 wurde die Geschäftsführung *Antoine Collaud* anvertraut. Von 1903 bis 1913 war der Verantwortliche *Placide Perroset-Helfer*, der 1853 geboren ist, der vorerst Primarlehrer in Rueyres-Saint-Laurent von 1874 bis 1888 gewesen war, und anschliessend an der Bezirksschule von Courtion von 1888 bis 1902 unterrichtet hatte. Er starb im Jahre 1923. *Alexis Folly* war ein Jahr lang sein Nachfolger von 1923 bis 1924. Er war Stellvertreter an den Schulen von Villaraboud, Lussy und Granges. Er begab sich darauf nach St. Gallen, um deutsch zu lernen und sich eine kaufmännische

à l'âge de 61 ans. C'est ensuite le tour de Lucien Plancherel, gérant de 1935 à 1948. Il était, lui aussi, instituteur. Mgr Dévaud lui avait confié la responsabilité de l'Ecole pratique de Rambouillet, à Hauterive. Il mourut en 1948. En 1949, c'est Max Helfer qui lui succède pour 8 ans. Il est instituteur en ville de Fribourg et membre notamment du comité du Secours mutuel. En 1958, Robert Dévaud qui est déjà employé au Dépôt depuis 1945, en devient l'administrateur. Il le restera jusqu'en 1985, année de sa retraite. C'est assurément, de tous, celui qui a accompli la plus longue carrière au service de nos écoles. René Vonlanthen, de formation commerciale comme son prédécesseur, entre en fonction en qualité d'administrateur, en 1986.

Les gérantes sont moins nombreuses. La section B créée en 1904 disparaîtra en 1974. Citons tout de même celles qui ont bien mérité de l'Office et de l'Ecole fribourgeoise: Rosa Daguet dès 1904, Cécile Bonnabry dès 1929, Jeanne Plancherel dès 1938, Marie Kaser dès 1959 et jusqu'en 1973.

5. Comparaisons et raisons

Il serait tentant de juxtaposer les comptes de 1890 à ceux de 1990 et d'établir de la sorte une comparaison des dépenses relatives aux fournitures scolaires pour l'ensemble du canton. Mais il faut y renoncer car les conclusions en seraient très sérieusement faussées. D'abord, en un siècle, le nombre d'élèves a augmenté de 9000 unités, ensuite plusieurs communes ont pendant assez longtemps boudé le Dépôt central du matériel scolaire, préférant, malgré les dispositions réglementaires, passer leurs commandes ailleurs; enfin la nature, la variété et le perfectionnement de nombreuses fournitures font que toute comparaison devient impossible. Peut-on raisonnablement, par exemple, mettre en parallèle un livre de lecture de quatre-vingt pa-

Ausbildung anzueignen. Nach seiner Rückkehr war er Aufseher der Molkerei- und Landwirtschaftsschule von Pérolles. Von 1925 bis 1935 kümmerte sich *Isidor Verdon* um die Verwaltung. Er ist 1874 geboren. Während 27 Jahren unterrichtete er in Bulle. Er ist 1935 im Alter von 61 Jahren gestorben. Von 1935 bis 1948 folgte ihm *Lucien Plancherel* nach, der ebenfalls Primarlehrer war. Hochwürden Dévaud hatte ihm die Verantwortung für die Abschlussklassen von Rambouillet in Hauterive überreicht. Er starb 1948. Während acht Jahren war *Max Helfer* sein Nachfolger. Er war Primarlehrer in der Stadt Freiburg und vor allem Vorstandsmitglied des Vereins zu gegenseitiger Unterstützung. Im Jahre 1958 wurde *Robert Dévaud*, bereits Angestellter der Aufbewahrungsstelle seit 1945, Verwalter. Er hatte dieses Amt bis zu seiner Pensionierung im Jahre 1985 inne. Er ist sicher einer von denen, die am längsten im Dienst unserer Schulen gestanden ist. *René Vonlanthen*, der wie sein Vorgänger eine kaufmännische Ausbildung hat, übernahm sein Amt 1986.

Die Geschäftsführerinnen sind weniger zahlreich. Die im Jahre 1904 geschaffene Sektion B wird 1974 aufgelöst. Trotzdem sind einige verdienstvolle Personen zu erwähnen: *Rosa Daguet* seit 1904, *Cécile Bonnabry* seit 1929, *Jeanne Plancherel* seit 1938, *Marie Käser* von 1959 bis 1973.

5. Vergleiche und Gründe

Man wäre dazu geneigt, die Jahresrechnungen von 1890 denjenigen von 1990 gegenüberzustellen, um auf diese Weise die Ausgaben für den Gesamtkanton betreffend schulische Bedarfsartikel miteinander zu vergleichen. Es muss jedoch darauf verzichtet werden, weil die entsprechenden Schlussfolgerungen nicht den wahren Gegebenheiten entsprechen. Zuerst ist

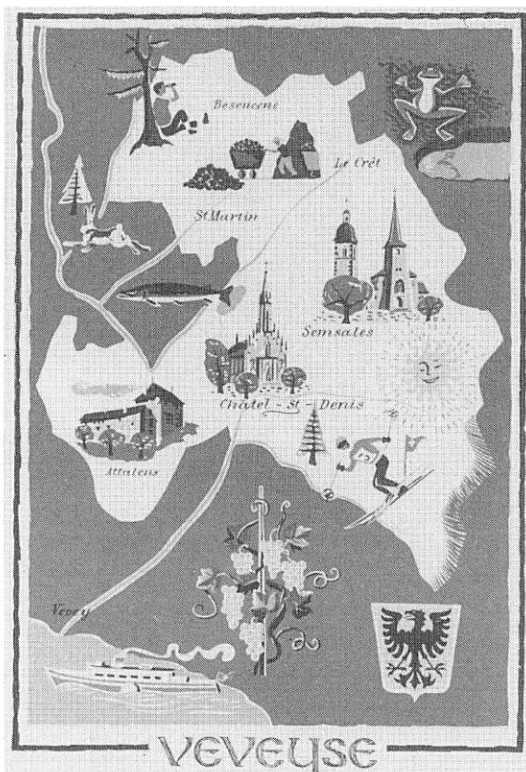
ges, avec quelques illustrations en noir-blanc, et un livre de lecture de deux cent-cinquante pages, imprimé en quadri-chromie? Peut-on placer sur un même plan une carte murale représentant quelques oiseaux familiers et une série de dispositifs? Difficile. Ce que l'on peut tenter de faire en revanche, c'est de comparer ce qui est comparable: les prix, par exemple, du matériel d'usage.

Rappelons d'abord, que vers 1900⁵, un manoeuvre gagne de 28 à 35 ct l'heure, un menuisier de 38 à 45 ct, un monteur-électricien de 45 à 60 ct, qu'un kilo de sucre coûte 55 ct, un kilo de pain 37 ct, un kilo de lard 2,30 fr, un litre de lait 20 ct. On comprendra alors que les fournitures scolaires en ce début de siècle n'étaient pas bon marché, plus chères en réalité que maintenant, si l'on tient compte de la capacité financière de notre population. Si l'on se réfère aux prix d'inventaire du Dépôt central pour l'année 1893, prix qu'il faudrait majorer d'au moins 15%, à cause des frais de gestion, pour obtenir le prix de vente, nous constatons qu'une ardoise réglée coûte 23 ct, un cahier de 60 pages 11,5 ct, une éponge pour écoliers 6 ct, un cahier de calcul 20 ct, un catéchisme 55 ct, une boîte de craies 80 ct, une bible 1 fr, une boîte de couleurs 1,75 fr, un globe monté sur pied 17,20 fr, une carte murale de la Suisse 15,90 fr. Que dirait, aujourd'hui, un électricien qui devrait travailler de 3 à 4 heures pour payer à son fils une boîte de Primalo?

innerhalb eines Jahrhunderts die Zahl der Schüler um 9000 Einheiten gestiegen, anschliessend haben mehrere Gemeinden längere Zeit die zentrale Materialaufbewahrungsstelle absichtlich ignoriert, indem sie trotz reglementarischer Bestimmungen ihre Bestellungen anderswo vornahmen, und schliesslich führen die Beschaffenheit, die Vielfalt und die Modernisierung zahlreicher Artikel dazu, dass sich jeglicher Vergleich erübrigt. Kann zum Beispiel ein Lesebuch, das aus achtzig Seiten und einigen schwarz-weiss Illustrationen besteht, mit einem Lesebuch, das aus zweihundertfünfzig Seiten besteht und im Vierfarbendruckverfahren gedruckt ist, verglichen werden? Hat eine Wandkarte, die einige heimische Vögel präsentiert, denselben Stellenwert wie eine Lichtbilderserie? Wohl kaum. Möglich ist hingegen, einen Vergleich anzustellen,

was zum Beispiel die Preise und das Gebrauchsmaterial anbetrifft.

Erinnern wir uns vorerst daran, dass um 1900 ein Handwerker zwischen 28 und 35 Rp pro Stunde verdiente, ein Schreiner zwischen 38 und 45 Rp, ein Elektromonteur zwischen 45 und 60 Rp, dass ein Kilo Zucker 55 Rp kostete, ein Kilo Speck 2,30 Fr, ein Liter Milch 20 Rp. Es ist daher nicht erstaunlich, dass die schulischen Bedarfsartikel zu Beginn dieses Jahrhunderts keineswegs preisgünstig waren, ja sogar teurer als jetzt, wenn man die finanzielle Kapazität der Bevölkerung in Betracht zieht. Wenn man sich auf die Inventarpreise der zentralen Aufbe-



En ce qui concerne le coût des moyens d'enseignement dans d'autres cantons, voici quelques chiffres qui datent de 1912. A Zurich, un élève de l'école primaire a occasionné une dépense de 1,16 fr pour les manuels, 2,52 fr pour les fournitures de dessin et d'écriture et 0,86 fr pour les travaux à l'aiguille; dans le canton de Vaud, 1,89 fr pour les manuels, pour le matériel, 1,28 fr, pour le dessin 0,30 fr, pour les travaux à l'aiguille 1,63 fr; dans le canton de Neuchâtel, la dépense a été en moyenne de 3,88 fr par élève. Ces prix sont relativement élevés si l'on considère qu'à l'époque un ouvrier gagnait souvent moins de 1400 fr par an, soit entre 0,40 fr et 0,50 fr l'heure.⁶

6. Constructions et mobilier

Pourquoi ne ferions-nous pas un petit retour en arrière, pour nous remettre en mémoire ce qu'étaient à l'époque les locaux et le mobilier scolaire. Le règlement du 10 janvier 1878 pour la construction des maisons d'école précisait que la salle de classe était un "carré long" de 9,36 m de longueur sur 6,48 m de largeur. Elle avait ainsi une surface de 60,65 m², cela pour 36 élèves (il y en avait parfois jusqu'à 125!); la place occupée par un élève était donc de 1,68 17/36 (sic). Elle recevait le jour de deux côtés, du midi et du couchant. Les bancs étaient disposés en trois rangées avec quatre allées, dont deux intermédiaires de 0,60 m de largeur et deux latérales: celle du côté de l'entrée de 1,20 m et celle du côté des fenêtres de 0,90 m de largeur. Les bancs étaient à deux places avec siège mobile à dossier. La table légèrement inclinée mesurait 1,06 m de longueur et 0,55 m de largeur, y compris une plate-bande horizontale de 0,14 m dans laquelle étaient aménagée une petite cavité pour l'encrier lequel était parfois abrité de la poussière par un couvercle à

wahrungsstelle für das Jahr 1893 bezieht – wobei jedoch die Preise wegen den Verwaltungskosten um 15% erhöht werden müssen, wollen wir den Verkaufspreis berücksichtigen – so kann festgestellt werden, dass eine linierte Tafel 23 Rp kostet, ein Heft von 60 Seiten 11,5 Rp, ein Schwamm für Schüler 6 Rp, ein Rechnungsheft 20 Rp, ein Katechismus 55 Rp, eine Kreideschachtel 80 Rp, eine Bibel 1 Fr, eine Schachtel mit Farbstiften 1,75 Fr, ein auf einem Sockel stehender Globus 17,20 Fr, eine Wandkarte der Schweiz 15,90 Fr. Was würde wohl heutzutage ein Elektriker sagen, wenn er drei bis vier Stunden arbeiten müsste, um seinem Sohn eine Prismaloschachtel kaufen zu können?

Was die Kosten der Unterrichtsmittel in anderen Kantonen anbetrifft, seien im folgenden ein paar Zahlen angeführt, die aus dem Jahr 1912 stammen. In Zürich mussten für einen Primarschüler 1,16 Fr für die Bücher ausgegeben werden, 2,52 Fr für das Zeichnungs- und Schreibmaterial sowie 0,86 Fr für die Handarbeit; im Kanton Waadt: 1,89 Fr für die Bücher, 1,28 Fr für das Material, 0,30 Fr für das Zeichnen, 1,63 Fr für die Handarbeit; im Kanton Neuenburg betrug die durchschnittliche Ausgabe pro Schüler 3,88 Fr pro Jahr. Diese Preise sind relativ hoch, weil damals ein Arbeiter oft weniger als 1400 Fr im Jahr verdiente, was einen Stundenlohn zwischen 0,40 Fr und 0,50 Fr ausmacht.⁶

6. Bauwesen und Mobiliar

Warum sollten wir nicht auch einen Blick in die Vergangenheit werfen, um den Stand der Schulräumlichkeiten und des Mobiliars in Erinnerung zu rufen. Die Anordnung vom 10. Januar 1878 für den Bau von Schulhäusern verdeutlichte, das Klassenzimmer sei ein "langes Viereck" 9,36 m lang und 6,48 m breit. Es hatte somit eine Fläche von 60,65 m², und dies für



Pestalozzi et les orphelins à Stans.

D'après le tableau de K. Grob; propriété du Musée des beaux-arts à Bale.

nbre). Souvarow fit alors une retraite restée célèbre devant barrées les routes de Schwytz, d'Altdorf, puis il s'engagea dans le Prager et perdit son artillerie, ses bagages et ses blessés. Il parvint enfin avec une femme épuisée à Coire, mais il avait échappé à l'ennemi.

D'autre part il faut reconnaître que l'habile tacticien Masséna venait de sauver la France d'une grande invasion.

glissoir. Certains bancs étaient dotés d'une feuille de table qui pouvait se mouvoir au moyen de deux charnières.

7. Une tâche relativement récente: l'édition

A l'origine, le Dépôt central du matériel scolaire était en fait un grand magasin. Il achetait du matériel auprès de grossistes et commandait des manuels à des éditeurs privés. Il les livrait ensuite aux communes. Au fil des années, à ces tâches traditionnelles, s'ajoutèrent celles de l'édition. Les plus anciennes éditions cantonales remontent aux années 30. L'Office cantonal du maté-

36 Schüler (manchmal waren es bis zu 125!); der von einem Schüler zu besetzende Platz betrug demnach $1,68 \frac{17}{36}$ (sic). Von zwei Seiten, nämlich von der Süd- und von der Westseite, drang das Tageslicht in den Raum ein. Die Schulbänke waren in drei Reihen mit vier Alleen angeordnet, zwei 0,60 m breite Mittelalleen und zwei Seitenalleen: Die sich neben dem Eingang befindliche Allee war 1,20 m breit, jene neben dem Fenster 0,90 m. Die Schulbank war für zwei Plätze bestimmt, und der Sitz war mit einer mobilen Rückenlehne versehen. Der Tisch war leicht geneigt und hatte eine Länge von 1,06 m und eine Breite von 0,55 m, miteinberechnet ein horizontales Band von 0,14 m, das mit einer kleinen Höhlung für das Tintenfass versehen war. Dieses Tintenfass hatte manchmal einen verschiebbaren Staubschutzdeckel. Gewisse Schulbänke waren mit einem Tischblatt versehen, das mittels zweier Scharniere bewegt werden konnte.

7. Ein gewissermassen neuer Aufgabenbereich: Die Herausgabe

Die zentrale Schulmaterialaufbewahrungsstelle war ursprünglich ein grosser Laden. Das Material wurde bei Grosshändlern gekauft und die Bücher bei Privatverlegern bestellt. Anschliessend wurde alles den Gemeinden geliefert. Mit der Zeit wurde diesen traditionsgemässen Aufgaben die der Herausgabe neuer Lehrmittel hinzugefügt. Die ältesten kantonalen Ausgaben stammen aus den dreissiger Jahren. Die kantonale Lehrmittelverwaltung wurde demnach auch Verleger. Die Aufbewahrungsstelle erstellte demnach eigens kantonale Lehrmittel, was dazu führte, mit interkantonalen Organismen zusammenzuarbeiten, die für die Schulkoordination verantwortlich waren. Wenn man die von 1970 bis 1990 geschaffenen Lehrmittel überprüft, so kann als erstes festgestellt

riel scolaire devenait éditeur. Ainsi le Dépôt produisait lui-même les moyens d'enseignement cantonaux et, à ce titre, fut tout naturellement conduit à collaborer avec les organismes intercantonaux chargés de la coordination scolaire.

Si l'on examine les moyens d'enseignement produits durant la période 1970 à 1990, la première constatation que l'on peut faire est que l'édition intercantonale prend peu à peu le pas sur les éditions fribourgeoises. Les effets de la coordination scolaire sont, dans ce domaine, parfaitement perceptibles. Les moyens d'enseignement cantonaux ne subsistent que dans la mesure où les programmes se fondent sur des études régionales, par exemple, en connaissance de l'environnement, en géographie ou en histoire. Partout ailleurs, les programmes étant progressivement coordonnés, l'édition intercantonale s'impose, spécialement au degré primaire.

Les moyens d'enseignement intercantonaux

On pourrait, dans la partie romande, distinguer trois vagues principales successives: la première, celle des mathématiques de 1973 à 1978, pendant laquelle, année après année, de la première à la sixième année primaire, les ouvrages de mathématiques modernes remplacent les manuels anciens, avec en 1984 et 1985 une édition complètement remaniée des moyens d'enseignement de 5P et 6P qui visait essentiellement à déplacer l'accent du moyen d'enseignement (axé pour le maître sur le déroulement de la leçon), au moyen d'apprentissage (ouvrage de l'élève destiné à stimuler ses activités de recherches).

La deuxième vague est celle de l'allemand, qui, à partir de 1984, verra l'introduction en 4P d'une nouvelle méthodologie "Spielen und sprechen" fondée en priorité sur l'oral, puis de "Sprechen und lesen" en 5P en 1985 et de "Sprechen und schreiben" en 6P en 1986.

werden, dass die interkantonale Herausgabe allmählich überhandnimmt. Die Auswirkungen der Schulkoordination sind in diesem Bereich wahrnehmbar. Die kantonalen Lehrmittel können demnach nur bestehen, wenn sich die Programme auf regionale Studien stützen, wie zum Beispiel im Bereich der Umwelt, der Geographie oder der Geschichte. In allen anderen Bereichen werden die Programme zusehends koordiniert, was zur Folge hat, dass sich vor allem auf der Primarschulstufe die interkantonale Herausgabe durchsetzt.

Die interkantonalen Lehrmittel

Drei wichtige nacheinanderfolgende Neuerungen sind in der Westschweiz zu unterscheiden: die erste betrifft die Mathematik von 1973 bis 1978. Während dieses Zeitpunkts werden die alten Lehrbücher von Jahr zu Jahr und von der ersten bis zur sechsten Primarschulstufe durch neue der modernen Mathematik ersetzt. 1984 und 1985 erfolgt für die fünfte und sechste Primarschulstufe eine völlig neu gestaltete Ausgabe des Lehrmittels. Dabei wird das bisherige Hauptgewicht des Lehrmittels, das auf dem für den Lehrer methodischen Lektionsverlauf beruhte, auf den Lehrgang des Schülers verlegt, der zu neuen Forschungstätigkeiten angeregt wird.

Die zweite Neuerung betrifft den Deutschunterricht. 1984 wird die neue Methodologie "Spielen und sprechen" für die vierte Primarschulstufe eingeführt, die dem Mündlichen den Vorrang gibt, anschliessend im Jahre 1985 "Sprechen und lesen" für die fünfte Primarschulstufe und zuletzt im Jahre 1986 "Sprechen und schreiben" für die sechste Primarschulstufe.

Die dritte, weniger kompakte Neuerung betrifft den Französischunterricht. Sie beginnt im Jahre 1980 mit der Einführung von "Grammaire pour l'expression" auf der zweiten Primarschulstufe und im selben

La troisième vague, moins compacte, est celle du français. Elle s'amorce en 1980 avec l'introduction, en 2P de "Grammaire pour l'expression" et, la même année, "d'Activités de communication et d'expression", auprès des maîtres des autres degrés, puis en 1982 avec la généralisation de la méthode Chantepages, laquelle correspond aux exigences posées par les programmes romands, à savoir une méthode d'apprentissage de la lecture à départ oral et à approche large. Puis, en 1987, c'est l'introduction des manuels de lecture "Aux mille et un mots" en 3P et de "A fleur de mots" en 4P; en 1988, c'est celle des autres moyens de français en 3P et du manuel de lecture "Sélectures" en 5P. En 1989, ce sera la parution des fichiers de français de 4P et du manuel de lecture "Au fil des textes" de 6P. En 1990, on introduit les fichiers de français en 5P et en 1991, ceux de 6P. Auparavant, en 1985, le manuel de lecture de 2P "Comme tu voudras" a complété la collection de français des degrés inférieurs. Les maîtres reçoivent en outre pour tous les degrés un volumineux guide méthodologique et un ouvrage de références théoriques.

Signalons aussi, en 1978, la parution d'un "Guide pratique pour l'éducation préscolaire". Il s'agit en fait d'un fichier d'exercices illustrant certaines rubriques du Plan d'études romand pour les classes enfantines (Education des perceptions, éducation musicale et rythmique, activités créatrices manuelles, éducation physique). Relevons également que pour l'enseignement des activités créatrices sur textiles, "Avec mes dix doigts" édité en 1975, sera remplacé par "Mains actives" en 1980, puis en 1986, dans les classes de 3P et 4P, par "Filou et Tricotine", et, en 1988, dans les classes de 5P et 6P par "Au fil du temps". Dans un autre domaine, celui de l'enseignement biblique romand, deux collections successives de manuels seront publiées à l'intention de tous les degrés de l'école primaire: "De Moïse aux prophètes", "Jésus à Capernaum" puis "D'Abraham à

Jahr für die Lehrer der anderen Schulstufen von "Activités de communication et d'expression". 1982 erfolgt die allgemeine Einführung der Methode "Chantepages", die den von den Westschweizer Programmen gestellten Anforderungen entspricht, d.h. das Leselernen beruht anfänglich auf dem Mündlichen, dessen Zugang breit ist. 1987 kommt es zur Einführung der Lesebücher "Aux mille et un mots" auf der dritten Primarschulstufe und "A fleur de mots" auf der vierten. 1988 werden die anderen Französischlehrbücher auf der dritten Primarschulstufe eingeführt sowie das Lesebuch "Sélectures" auf der fünften. 1989 erscheinen die Französischlehrblätter für die vierte Stufe sowie das Lesebuch "Au fil des textes" für die sechste Stufe. 1990 erhalten die Schüler der vierten Primarschulstufe die Französischlehrblätter und 1991 diejenigen der sechsten. Zuvor hat im Jahre 1985 das Lesebuch der zweiten Stufe "Comme tu voudras" die Sammlung in Französisch für die Unterstufe vervollständigt. Die Lehrer erhalten zusätzlich für alle Stufen eine reichhaltige methodologische Anleitung und ein theoretisches Nachschlagewerk.

Erwähnenswert ist auch die Herausgabe im Jahre 1978 eines "Guide pratique pour l'éducation préscolaire". Es handelt sich dabei um Übungsblätter, die bestimmte Teile des Westschweizer Lehrplanes für den Kindergarten erläutern (Wahrnehmungsbildung, musikalische und rhythmische Bildung, handwerkliches Schaffen, Körpererziehung). Es gilt auch hervorzuheben, dass das Lehrbuch "Avec mes dix doigts", das 1975 für Textilarbeiten herausgegeben wurde, 1986 für die Klassen der dritten und vierten Stufe durch "Filou et Tricotine" und 1988 für die Klassen der fünften und sechsten Stufe durch "Au fil du temps" ersetzt wurde. Im Bereich des Westschweizer Bibelunterrichts werden nacheinander zwei Lehrbuchsammlungen für alle Primarschulstufen herausgegeben: "De Moïse aux prophètes", "Jésus à Capernaum" und "D'Abraham à Joseph",

Joseph", "Jésus dans son pays", "L'histoire d'un peuple", "A la découverte de l'Evangile de Luc", "De l'Evangile aux Actes des apôtres". Signalons enfin que l'édition de tous ces guides méthodologiques, manuels et fichiers s'accompagne encore, dans de nombreuses branches, de fichiers de classes, de corrigés, de mémentos, de jeux, de cassettes, de diapositives, de films rouges... Nous sommes en présence d'une production d'une très grande richesse, d'une très grande diversité.

Comment s'élaborent ces moyens d'enseignement romands? Beaucoup de commissions scolaires et même de maîtres semblent ignorer les procédures suivies et croient qu'ils sont le fait de quelques spécialistes qui ignorent les besoins des praticiens. En réalité, tout se prépare et se réalise selon les règles du partenariat. Les associations de maîtres sont associées à toutes les étapes de la réflexion et de la production. La Commission romande des moyens d'enseignement (Corome) est composée de deux délégués de chaque département de l'instruction publique représentant l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire, du délégué à la coordination scolaire, du président de l'Office romand, de deux délégués des associations professionnelles de l'enseignement primaire, de deux délégués de l'enseignement secondaire, d'un observateur du canton du Tessin et enfin du chef du service des moyens d'enseignement de l'Institut romand de recherches et de documentation pédagogiques (IRDPP).

Le Comité de rédaction comprend toujours un certain nombre de praticiens. Ce comité rédige d'abord une conception d'ensemble de l'ouvrage, laquelle est mise en consultation auprès des départements de l'instruction publique et des associations professionnelles. Cette conception d'ensemble, adoptée ensuite par Corome, devient le cadre de travail des rédacteurs. La production de ceux-ci est, au fur et mesure de l'avancement des travaux, soumise à consultation d'abord auprès d'un comité de

"Jésus dans son pays", "L'histoire d'un peuple", "A la découverte de l'Evangile de Luc", "De l'Evangile aux Actes des apôtres". Schliesslich ist zu vermerken, dass die Herausgabe von all diesen methodologischen Anleitungen, Büchern und Lehrblättern in mehreren Fächern mit Klassenkarten, Lösungsschlüsseln, Merkblättern, Kassettensätzen, Lichtbildern und Leitfäden ergänzt ist. Die Produktion ist demnach sehr reichhaltig und vielfältig.

Wie werden diese Westschweizer Unterrichtsmittel erarbeitet? Viele Schulbehörden und sogar Lehrer scheinen die entsprechenden Verfahren zu ignorieren und glauben, dass dies die Angelegenheit einiger Spezialisten ist, die die Bedürfnisse der Praktiker missachten. In Wirklichkeit wird alles gemäss den Anordnungen des Partnershiats vorbereitet und realisiert. Die Lehrerverbände nehmen an der Gestaltung regen Anteil. Die Westschweizer Kommission für Unterrichtsmittel setzt sich aus zwei Vertretern der Erziehungsdirektion zusammen, einer vertritt die Primarschule, der andere die Sekundarschule, aus dem Vertreter der Schulkoordination, aus dem Präsidenten des Westschweizer Verlages, aus zwei Vertretern der Berufsverbände des Primarschulunterrichts, aus zwei Vertretern des Sekundarschulunterrichts, aus einem Beobachter des Kantons Tessin und schliesslich aus dem Dienstchef für Unterrichtsmittel des Westschweizer Forschungsinstituts und der pädagogischen Dokumentation.

Das Redaktionskomitee umfasst stets eine bestimmte Anzahl von Praktikern. Dieses Komitee arbeitet vorerst ein Gesamtkonzept des Lehrbuches aus, das den Departementen des Erziehungswesens und den Berufsverbänden zur Beratung unterbreitet wird. Dieses genehmigte Gesamtkonzept dient anschliessend den Redaktoren als Arbeitsrahmen. Der Stand ihrer Arbeiten wird regelmässig von einem Lektürekomitee, bestehend vorwiegend aus Praktikern, und von den Departementen und Berufsverbänden überprüft. Das fertiggestellte Werk muss schliesslich von

lecture composé prioritairement de praticiens, puis auprès des départements et des associations professionnelles. L'ouvrage terminé est enfin adopté par Corome. Sans doute ces consultations prennent beaucoup de temps; elles sont néanmoins nécessaires si l'on veut aboutir à un consensus permettant une réalisation commune.

Dans la partie allemandique, signalons durant cette période la parution de la collection "Weltgeschichte im Bild", fruit de la coordination scolaire du Nord-Ouest.

Pour le cycle d'orientation, il convient de relever l'adoption de la collection "Unterwegs" pour l'enseignement de la seconde langue.

Les moyens d'enseignement cantonaux

Comme nous l'avons dit plus haut, certains moyens d'enseignement ne peuvent être, dans certaines branches, que cantonaux; ils doivent cependant être conçus de telle manière qu'ils respectent le Plan d'études qui, lui, est intercantonal. Coordination des objectifs mais prise en compte des diversités cantonales!

Durant la période 1970–1980, aucune organisation, chargée officiellement de cette tâche, n'existe. Les besoins pourtant sont là. Des Plans d'études nouveaux ont été adoptés mais dans certaines branches aucun manuel ne correspond à ces nouvelles exigences. On doit, par exemple, traduire et adapter, pour les 3P et 4P un fascicule utilisé dans les classes alémaniques "Die Menschen der Urzeit", qui devient dans les classes françaises "Les hommes des temps préhistoriques". En 1980, paraît le dossier "La campagne" pour l'enseignement de l'histoire en 5P et, en 1981, celui de "La ville" pour les classes de 6P, tous deux accompagnés d'un dossier du maître. C'est aussi en 1981 que paraissent les fascicules d'application de Chantepages pour l'apprentissage de la lecture et le cahier de vocabulaire

der Westschweizer Kommission für Unterrichtsmittel genehmigt werden. Zweifellos benötigen diese Beratungen viel Zeit; sie sind jedoch notwendig, wenn eine Übereinstimmung für eine gemeinsame Realisierung erreicht werden will.

Während dieser Periode ist das Erscheinen der Sammlung "Weltgeschichte im Bild" im deutschsprachigen Teil dank der Nordwestschweizer Schulkoordination zu verzeichnen.

Für die Orientierungsstufe gilt es auch die Genehmigung der Sammlung "Unterwegs", Unterrichtsmittel der zweiten Landessprache, zu vermerken.

Die kantonalen Unterrichtsmittel

Wie bereits erwähnt, können gewisse Lehrmittel für bestimmte Fächer nur kantonal sein; sie müssen jedoch so gestaltet sein, dass sie den interkantonalen Studienplan mitberücksichtigen. Es geht dabei um die Koordination der Zielsetzungen, aber auch um die Miteinbeziehung der kantonalen Vielfalt.

Während den Jahren 1970 bis 1980 gibt es keine Organisation, die offiziell mit dieser Aufgabe betraut ist. Die Bedürfnisse hingegen sind vorhanden. Neue Lehrpläne sind genehmigt worden, aber in bestimmten Fächern entspricht kein Lehrwerk diesen neuen Anforderungen. So muss zum Beispiel das in den deutschsprachigen Klassen verwendete Faszikel "Die Menschen der Urzeit" für die dritte und vierte Stufe übersetzt und angepasst werden. Es trägt den Titel "Les hommes des temps préhistoriques". 1980 erscheint das Dossier "La campagne" für den Geschichtsunterricht in der fünften Klasse sowie 1981 "La ville" für die Klassen der sechsten Stufe. Beide sind mit einem Lehrerdossier versehen. Ebenfalls 1981 erscheinen die Anwendungsfaszikel von "Chantepages" für den Leseunterricht und ein entsprechendes Wortschatzheft. Die Genehmigung des Lektürebuches "Par mots et par textes" für die fünfte und sechste Stufe erfolgt auch im selben Jahr.

y relatif. Adoption également, cette même année, du livre de lecture de 5P–6P "Par mots et par textes". Cette manière de travailler ne pouvait durer. Il fallait se doter d'une organisation: d'un service des moyens d'enseignement, même modeste, et d'une commission. La Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles engage donc des auteurs et crée, le 23 février 1981, une commission des moyens d'enseignement dont le mandat est le suivant:

- définir les besoins en matière de moyens d'enseignement, en tenant compte de l'application des nouveaux programmes, de la coordination scolaire et des stocks cantonaux existants;
- proposer l'adoption de nouveaux moyens d'enseignement après analyse des ouvrages disponibles sur le marché de l'édition ou, le cas échéant, la création de moyens d'enseignement cantonaux;
- proposer les modalités d'acquisition, de création et d'introduction des moyens d'enseignement;
- coordonner ses travaux avec ceux de la Commission romande des moyens d'enseignement.

Cette commission se compose d'un représentant de la Direction, d'un responsable de l'élaboration des moyens d'enseignement, d'un inspecteur scolaire, d'un représentant du Centre de documentation pédagogique, d'un professeur de méthodologie de l'Ecole normale, de deux délégués de la Société pédagogique fribourgeoise et d'un délégué du Cycle d'orientation.

Cette nouvelle organisation a à son actif, le choix ou la publication des moyens d'enseignement suivants:

- la généralisation du manuel Guion pour l'enseignement de l'orthographe, à partir de l'année scolaire 1981–1982, en 5P et 6P et en 1983–1984, dans les classes de 3P–4P;
- la publication, en 1981, d'"Eveil à la géographie" pour les classes de 4P et 3P–4P qui com-

Diese Arbeitsweise konnte nicht weiter bestehen. Es musste unbedingt eine Organisation auf die Beine gestellt werden: eine wenn auch bescheidene Dienststelle für Unterrichtsmittel sowie eine Kommission. Die Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten verpflichtet demnach Autoren und beruft am 23. Februar 1981 eine Kommission für Unterrichtsmittel mit folgendem Mandat ein:

- Festlegung der Bedürfnisse betreffend Unterrichtsmittel unter Berücksichtigung der Anwendung neuer Programme, der Schulkoordination und der kantonalen Lagerbestände;
- Vorschlag zur Genehmigung neuer Unterrichtsmittel nach Analyse der auf dem Verlegermarkt zur Verfügung stehenden Werke oder notfalls das Erarbeiten kantonalen Unterrichtsmittel;
- Vorschlag betreffend Ankaufsbedingungen, Erstellung und Einführung von Unterrichtsmitteln;
- Koordination der Arbeiten mit denen der Westschweizer Kommission für Unterrichtsmittel.

Diese Kommission setzt sich aus einem Vertreter der Direktion zusammen, aus einem Verantwortlichen für die Erarbeitung von Unterrichtsmitteln, aus einem Schulinspektor, aus einem Vertreter des pädagogischen Dokumentationenzentrums, aus einem Methodologielehrer des Lehrerseminars, aus zwei Vertretern des Freiburger Pädagogikvereins und aus einem Vertreter der Orientierungsschule.

Diese neue Organisation kann sich rühmen, folgende Unterrichtsmittel gewählt oder veröffentlicht zu haben:

- Die allgemeine Einführung des Buches "Guion" für die Rechtschreibung, und zwar ab Schuljahr 1981–1982 für die fünfte und sechste Stufe und ab Schuljahr 1983–1984 für die dritte und vierte Stufe;
- Die Veröffentlichung im Jahre 1981 von "Eveil à la géographie" für die Klassen der dritten und vierten Stufe. Dieses Buch umfasst eine Sammlung von Dokumenten, die aus Photos, Schemen,

prend un recueil de documents regroupant des photos, des schémas, des dessins et des textes, un cahier d'exercices et un guide méthodologique;

- la publication, en 1982, de moyens d'enseignement de l'histoire en 3P et 4P, à savoir le livre de l'élève "Découverte du passé", et un document méthodologique pour les maîtres;
- la publication, en 1984, de "Géographie de la Suisse" qui comprend un recueil de documents – manuel transmissible qui permet l'étude des notions générales, l'apprentissage de savoir-faire géographiques, l'analyse et l'explication de paysages, ainsi que des fiches de travail et un guide méthodologique;
- la publication, en 1986, de fiches Hebdo de mathématiques pour les classes 3P–4P–5P et 6P;
- l'élaboration des fascicules d'information destinés aux parents: "Informations sur l'école enfantine", "Enseignement du français: une évolution", "Enseignement du français, une continuité", "Enseignement du français, une suite logique".
- la publication, en 1990, d'une méthodologie de la connaissance de l'environnement;
- le choix de la collection Tavernier pour l'enseignement des sciences en 4P–5P–6P et la rédaction d'une méthodologie en rapport avec le Plan d'études romand;
- l'élaboration, à l'heure actuelle, de moyens d'enseignement de l'histoire suisse en remplacement des documents "La campagne" et "La ville".

Dans la partie alémanique, des manuels cantonaux sont difficilement réalisables, compte tenu des tirages par trop restreints. Signalons toutefois la parution récente de "Freiburgerland", un superbe manuel de géographie pour les classes de 4P et 5P.

Pour le cycle d'orientation, il faudrait mentionner notamment la parution d'ouvrages de mathématiques, de comptabilité, de géographie, d'histoire et d'instruction civique.

Zeichnungen und Texten bestehen sowie aus einem Übungsheft und aus einer methodologischen Anleitung;

- Die Veröffentlichung im Jahre 1982 der Unterrichtsmittel für die Geschichte auf der dritten und vierten Stufe, nämlich eines Schülerbuches "Découverte du passé" und eines methodologischen Dokuments für die Lehrer;
- Die Veröffentlichung im Jahre 1984 von "Géographie de la Suisse", das eine Sammlung von Dokumenten – übertragbares Lehrbuch – enthält, was das Lernen allgemeiner Begriffe ermöglicht sowie die geographische Gewandtheit, die Analyse und Erklärung von Landschaften. Arbeitsblätter und eine methodologische Anleitung sind ebenfalls vorhanden;
- Die Veröffentlichung im Jahre 1986 von "Hebdo" Lehrblättern für Mathematik in den Klassen der dritten bis sechsten Stufe;
- Die Erarbeitung von Informationsblättern, die für die Eltern bestimmt sind: "Informations sur l'école enfantine", "Enseignement du français: une évolution", "Enseignement du français: une continuité", "Enseignement du français: une suite logique".
- Die Veröffentlichung im Jahre 1990 einer Methodologie für die Kenntnis der Umwelt;
- Die Wahl der Sammlung Tavernier für den Wissenschaftsunterricht auf der vierten, fünften und sechsten Stufe sowie die Herausgabe einer Methodologie, die sich auf den Westschweizer Lehrplan bezieht;
- Die gegenwärtige Erarbeitung von Unterrichtsmitteln für die Schweizergeschichte als Ersatz für die Dokumente "La campagne" und "La ville".

Da die Auflage zu gering ist, sind für den deutschsprachigen Teil kantonale Lehrmittel schwer realisierbar. Erwähnenswert ist jedoch das kürzliche Erscheinen des prächtigen Geographiebuches "Freiburgerland" für die vierten und fünften Klassen.

Devine:

Copie les mots suivants, sur deux colonnes:

Dans la première, écris ce qui se mange.
Dans la seconde, ce qui indique un vêtement.

Le chat, la robe, l'âne, la poule, la veste,
la confiture, la chemise, la chanterelle, le
chou-fleur, le pyjama, la moutarde, la culotte.

Choisis dans la liste 2 animaux et 2 choses;
dessine-les.



Devine:

Je suis souple et agile,
je donne des coups de griffe.
Qui suis-je?...

On monte à califourchon sur
mon dos, je me nourris de
chardons. Qui suis-je?...

62

Le pluriel des verbes: ent



La rivière coule.	Les rivières coulent.
La vache meugle.	Les vaches meuglent.
La mouche vole.	Les mouches volent.
André joue.	André et Louise jouent.
La roue tourne.	Les roues tournent.
La maman chante, elle tricote.	Les mamans chantent, elles tricotent.
Le docteur écoute, il visite le malade.	Les docteurs écoutent, ils visitent les malades.

63

Répartition des charges

La loi scolaire prévoit à son article 6 al. 3 que les moyens d'enseignement sont fournis gratuitement aux élèves. Les communes peuvent percevoir une taxe couvrant tout ou partie des frais des autres fournitures scolaires et de certaines manifestations.

Le règlement du 16 décembre 1986 d'exécution de la loi scolaire précise en son article 12 ce que l'on entend par "moyens d'enseignement". Ce sont des manuels et les moyens pouvant en tenir lieu ou les compléter, qui sont mis à disposition de chaque élève et qui permettent en raison de leur contenu de

Für die Orientierungsstufe gilt es vor allem die Herausgabe von Werken für die Fächer Mathematik, Buchhaltung, Geographie, Geschichte und Staatskunde zu vermerken.

Kostenverteilung

Das Schulgesetz weist in seinem Artikel 6 Absatz 3 darauf hin, dass die Unterrichtsmittel den Schülern gratis überreicht werden müssen. Die Gemeinden können eine Gebühr erheben, die völlig oder teilweise die Kosten anderer schulischer Bedarfsartikel und bestimmter Anlässe deckt.

suivre l'enseignement prévu dans les plans d'études. Nous rappelons à ce sujet l'interprétation donnée en Grand Conseil à cet article 6 al. 3. "Cet article tel qu'il a été voté en 1^{re} lecture oblige les communes à mettre gratuitement à disposition des élèves les moyens d'enseignement, tous les moyens d'enseignement. Il n'y a que les autres, les petites fournitures pour lesquelles les communes peuvent, si elles le veulent, demander une taxe". Cette disposition a été confirmée en 2^e lecture par 71 voix contre 35 (BL 1985, p.844).

L'équipement des salles de classe (matériel, tableaux noirs, appareils, bibliothèque scolaire, cartes, livres et fichiers du maître) n'est pas à confondre avec le matériel destiné aux élèves. Les frais de cet équipement sont intégralement à la charge des communes et ne sauraient être répercutés, sous forme de taxes, sur les parents des élèves.

La législation fait donc une distinction entre les moyens d'enseignement qui sont gratuits (manuels et moyens d'enseignement pouvant en tenir lieu ou les compléter (par exemple, matériel pour les travaux manuels) et les autres petites fournitures (crayons, plumes gommes etc.) qui peuvent faire l'objet d'une facturation aux parents sous la forme d'une taxe. Le montant maximum de cette taxe, conformément à la loi sur les communes, doit être fixé dans le règlement scolaire local. Ce règlement doit être adopté par le Conseil général ou la (les) assemblée(s) communale(s), puis approuvé par le Département de l'instruction publique et le Département des communes. Il ne peut donc être perçu auprès des parents d'autres redevances, au sujet des fournitures scolaires, qu'un montant ne dépassant pas cette taxe.

Pratiquement, le règlement scolaire local dont il est fait mention plus haut doit prévoir (art. 54 al. 2 litt.c LS):

- la commission scolaire décide de la fourniture aux maîtres et aux élèves du matériel scolaire nécessaire;

Das Ausführungsreglement des Schulgesetzes vom 16. Dezember 1986 gibt in seinem Artikel 12 genau an, was unter "Unterrichtsmittel" zu verstehen ist. Es sind Bücher und die Mittel, welche sie ersetzen oder ergänzen können, die den Schülern zur Verfügung gestellt werden und ihnen aufgrund ihres Inhaltes erlauben, dem in den Lehrplänen angeführten Unterricht zu folgen. Diesbezüglich ist in Erinnerung zu rufen, wie der Grosse Rat diesen Artikel 6 Absatz 3 deutete: "Dieser in erster Lesung verabschiedete Artikel zwingt die Gemeinden, den Schülern alle Unterrichtsmittel kostenlos zur Verfügung zu stellen. Die Gemeinden haben die Möglichkeit, nur für kleine Bedarfsartikel eine Gebühr zu erheben. Diese Bestimmung ist in zweiter Lesung mit 71 zu 35 Stimmen bestätigt worden.

Die Ausstattung der Klassenzimmer (Material, Wandtafel, Apparate, Schulbibliothek, Karten, Bücher und Lehrblätter für die Lehrer) ist nicht mit dem für Schüler bestimmten Material zu verwechseln. Die diesbezüglichen Ausgaben fallen vollständig zu Lasten der Gemeinden und dürfen demnach keine Auswirkungen in Form von Gebühren auf die Eltern der Schulkinder haben.

Die Gesetzgebung macht also einen Unterschied zwischen den Unterrichtsmitteln, die kostenlos sind (Bücher und Unterrichtsmittel, die die Lehrbücher ersetzen oder ergänzen können, wie zum Beispiel das Material für die Handarbeit) und den anderen kleineren Bedarfsartikel (Bleistifte, Federn, Gummis usw.), die in Form einer Gebühr den Eltern anzurechnet werden können. Der Höchstbetrag dieser Gebühr muss laut Gesetz über die Gemeinden im Schulreglement des Ortes festgelegt sein. Dieses Reglement muss vom Generalrat oder von der (den) Gemeindeversammlung(en), anschliessend vom Erziehungsdepartement und vom Departement der Gemeinden gutgeheissen werden. Es dürfen demnach keine weiteren Abgaben für die schulischen Bedarfsartikel von den Eltern bezogen

- les commandes de matériel faites par les maîtres doivent être visées par le président de la commission scolaire, qui s'occupe ensuite de régler les factures y relatives.

Il ressort de ce qui précède qu'il convient que les maîtres soient entendus lors de l'établissement du budget relatif à l'équipement et au matériel de classe, ainsi qu'au matériel destiné aux élèves (art. 51 LS). Les maîtres passent ensuite commande du matériel dont ils ont besoin (y compris pour l'enseignement des activités créatrices manuelles). Ils font viser leurs bulletins de commande par le président de la commission scolaire. Ils gèrent ensuite le matériel avec diligence; ils le remettent aux élèves au fur et à mesure des besoins. Ils n'ont pas, en revanche, à encaisser quoi que ce soit auprès des élèves ou de leurs parents. Il appartient à la commission scolaire d'encaisser le montant de la taxe éventuelle auprès des parents des élèves.

Transmissible ou non transmissible

Je reste acquis au principe de la complémentarité de ces deux catégories de moyens, transmissibles et non transmissibles, et cela dans des proportions qui soient acceptables aussi bien sur les plans pédagogique, financier que politique. Les abus, dans un sens ou dans un autre, ne peuvent être que préjudiciables à la cause que nous défendons.

Si l'élève travaille sur des diagrammes, des plans, des graphiques, des schémas ou si les exercices proposés se limitent à combler de simples lacunes de lettres, de mots ou de chiffres, ou si encore le maître désire effectuer une révision, un contrôle rapide, le moyen d'enseignement non transmissible peut être parfaitement justifié, ne serait-ce que par l'économie de temps qu'il permet du fait d'une concentration optimale de l'effort sur l'objet d'étude. Dans le cas contraire, il présente des désavantages incontestables. L'élève écrit peu; donc il ne sait plus

werden ausser dem Betrag, der diese Gebühr nicht übersteigt.

Das örtliche Schulreglement sieht in der Ausführung folgendes vor:

Die Schulkommission hat über das an Lehrer und Schüler abzugebende notwendige Schulmaterial zu entscheiden;

Die von den Lehrern ausgeführten Materialbestellungen müssen vom Präsidenten der Schulkommission eingesehen werden. Die entsprechenden Rechnungen werden anschliessend von der Schulkommission beglichen.

Daraus geht hervor, dass es sich geziemt, bei der Budgeterstellung betreffend Ausstattung des Klassenzimmers, Schulmaterial sowie das für Schüler bestimmte Material die Lehrer beizuziehen. Die Lehrer bestellen nachher das für den Unterricht notwendige Material (einschliesslich das Material für handwerkliche Tätigkeiten). Sie lassen ihre Bestellscheine vom Präsidenten der Schulkommission unterzeichnen. Sie kümmern sich mit Sorgfalt um das Material, indem sie es je nach Bedarf an die Schüler verteilen. Sie haben jedoch nichts von Seiten der Schüler oder der Eltern einzukassieren. Einzig die Schulkommission ist bemächtigt, die erlassene mögliche Gebühr von den Eltern der Schüler einzuziehen.

Übertragbar und nicht übertragbar

Ich befürworte weiterhin das Prinzip der gegenseitigen Ergänzung dieser beiden Kategorien, nämlich der übertragbaren und der nicht übertragbaren, und dies, wenn es im angemessenen Verhältnis zur pädagogischen, finanziellen und auch politischen Ebene steht. Die Missstände, sowohl in der einen wie auch in der anderen Richtung, können der Sache, die wir verteidigen, nur schädlich sein.

Wenn sich der Schüler mit Diagrammen, Plänen, Graphiken, Schemen befasst, oder wenn sich die

écrire. Le fait d'écrire peu le prive d'occasions d'une réflexion soutenue; il réfléchit par à coup, par intermittence, lorsque la présentation de l'exercice lui indique clairement que c'est là, que c'est maintenant, qu'il doit réfléchir. Et pas ailleurs ou à un autre moment. Il perd ainsi la notion même de la globalité et de la constance de son travail réflexif. Pour les maîtres le danger est grand de faire passer la fiche avant la leçon, avant la comparaison, avant le classement, avant la découverte, avant la généralisation. Tout simplement parce que la fiche est là, qu'elle est immédiatement disponible, qu'elle est susceptible d'occuper à moindres frais les élèves. D'avoir, pour tout dire, la paix! Certes c'est compréhensible, ce n'est tout de même pas le but de l'école. Ce n'est pas non plus dans la mission de l'école, il est vrai, d'inciter au gaspillage!

Je pense donc qu'il faut être prudent. Il ne s'agit pas de sacrifier aux modes. Les deux types de moyens ont leur place, une place qui peut être parfaitement typée certes, mais c'est surtout l'usage qu'en font les maîtres qui est déterminant.

Observations

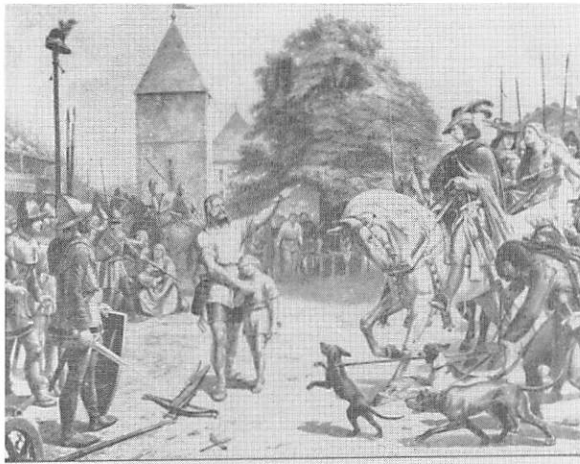
Nous avons vu, plus haut, combien les moyens d'enseignement se sont multipliés durant cette période et combien aussi leur qualité tant sur le plan des contenus que de la présentation, notamment de l'illustration, s'est améliorée. Cela n'empêche pas, bien au contraire, qu'on puisse se poser quelques questions.

La première est la suivante. N'y a-t-il pas un danger que le manuel ou la fiche renforce ce qu'il est convenu d'appeler l'école livresque, une école déconnectée de la vie réelle, de celle que les élèves vivent quotidiennement dans leur milieu? Les moyens d'enseignement ont toujours quelque chose d'anonyme, quelque chose qui est censé convenir à tout le monde, mais qui, en fait, n'est la réalité de personne.

vorgeschlagenen Übungen darauf beschränken, einfache Lücken mit Buchstaben, Wörtern oder Zahlen zu versehen, oder wenn noch der Lehrer den Wunsch hat, eine Revision, eine schnelle Kontrollarbeit durchzuführen, so ist das nicht übertragbare Unterrichtsmittel völlig gerechtfertigt, weil es dank dem Zeitgewinn eine optimale Erfassung der zu studierenden Materie ermöglicht. Im entgegengesetzten Fall bietet es unanfechtbare Nachteile. Der Schüler schreibt wenig; er hat also Mühe zu schreiben, was dazu führt, dass er keine Gelegenheit mehr hat, intensiv nachzudenken; er überlegt stossweise, ab und zu, wenn ihm die vorhandene Übung klar anzeigt, dass er in diesem bestimmten Moment zu überlegen hat. Dadurch verliert der Schüler sogar die Kenntnis der Ganzheit und der Beständigkeit seiner reflektierenden Arbeitsweise. Für den Lehrer besteht die Gefahr, das Lehrblatt vor der Lehrstunde einzusetzen, ja vor dem Vergleich, vor der Klassifizierung, vor der Entdeckung und vor der Verallgemeinerung. Dies aus dem einfachen Grund, dass das Lehrblatt sofort verfügbar ist und die Schüler mit geringen Kosten zu beschäftigen vermag; offen gesagt, um seine Ruhe zu haben. Es ist gewissermassen verständlich, aber es ist doch nicht der Zweck der Schule. Es ist auch nicht der Auftrag der Schule, zur Verschwendung anzuregen. Meiner Meinung nach muss man vorsichtig sein. Es geht nicht darum, sich den Modeerscheinungen hinzugeben. Beide Unterrichtstypen haben ihren Stellenwert, aber ausschlaggebend ist, welchen Gebrauch die Lehrer davon machen.

Bemerkungen

Wir haben sehen können, wie sich die Unterrichtsmittel während dieser Periode vervielfältigt haben und wie sehr sich ihre Qualität sowohl inhaltlich als auch darstellerisch, vor allem was die Veranschaulichung anbetrifft, verbessert hat. Dies hindert uns je-



36. Tell abat la pomme.

Lectures.

* Tyrannie des baillis.

Un jour, Landenberg, bailli de l'Unterwald, inflige un sévère à un paysan nommé Arnold de Melchthal, le jeune compagnon rebelle de la paysan. Landenberg, le valet du bailli vient pour saisir ses bestes. Arnold, le frappe d'un coup de hache et s'écroule qui il lui assés un coup et l'oblige à lâcher les bestes. Plus, par suite de la colère de Landenberg, il se réfugie dans le pays d'ici, après d'un an, Walter Forst, fils d'un seigneur, se présente à Landenberg, se veut en vain de lever les yeux et vient près de Melchthal.

Un autre fois, Gessler, bailli d'Uri et de Schwyz, assés par le village de Stenon, s'arrête devant une maison de belle apparence. « Pour qui ce toit s'élève, dit-il, par des paysans sont si bien logés ? » Et il se met à leur venir, le fermier s'empresse de répondre que c'est son mari, Werner Stauffacher, le héros du grand républicainisme de la Suisse, lui dit-elle, « c'est moi ».

La deuxième. Des fichiers aussi nombreux – cet habillement en prêt-à-porter – ne risquent-ils pas, de par la facilité qu'il y a à en faire usage à tout moment, de conduire les maîtres à ignorer l'essentiel pour passer directement aux applications? La fiche qui devrait être une des applications possibles de la leçon ne devient-elle pas parfois l'application d'une leçon qui n'a pas été donnée, autrement dit, ne se substitue-t-elle pas à la leçon elle-même?

La troisième concerne le rôle des guides méthodologiques. S'ils peuvent être utiles, voire nécessaires, leur ampleur et leur tendance à tout prescrire ne conduisent-elles pas à facociter la liberté d'action qui devrait être l'apanage de tout maître? De plus, ces guides pour chacune des branches d'enseignement se réclament-ils vraiment d'une même méthodologie générale? Le doute est permis. La méthodologie générale ne s'estompe-t-elle pas peu à peu au

doch keineswegs daran, uns ein paar Fragen zu stellen.

Die erste ist die folgende: Besteht nicht die Gefahr, dass das Lehrbuch oder das Lehrblatt die sogenannte "Bücherschule" verstärkt, eine Schule, die abseits des wirklichen Lebens steht, das die Schüler täglich in ihrem Milieu erleben? Die Unterrichtsmittel haben immer etwas Anonymes, etwas, was angeblich für alle passt, aber tatsächlich niemandes Wirklichkeit ist. Die zweite Frage: Verleiten die so zahlreichen Lehrblätter, die ständig und einfach im Unterricht eingesetzt werden können, die Lehrer nicht dazu, das Wesentliche zu ignorieren und direkt zur Anwendung überzugehen? Dient das Lehrblatt, das eine der möglichen Anwendungen der Lehrstunde sein sollte, nicht manchmal selbst als Anwendung einer nicht gegebenen Lehrstunde, anders ausgedrückt, ersetzt es dadurch nicht die Lehrstunde selbst?

Die dritte Frage betrifft die Rolle der methodologischen Anleitungen. Wenn sie nützlich, ja sogar notwendig sind, führen ihr Umfang und ihre Neigung, alles vorzuschreiben, nicht dazu, die Handlungsfreiheit so zu begrenzen, dass dabei das Eigentümliche des Lehrers verloren geht? Berufen sich diese für jedes Unterrichtsfach bestimmten Anleitungen wirklich auf die gleiche allgemeingültige Methodologie? Dies ist zu bezweifeln. Macht die allgemeine Methodologie nicht allmählich einer zu knapp gefassten Fachdidaktik Platz? Führt dieses Verblässen nicht dazu, reichliche Möglichkeiten in Betracht zu ziehen, die uns durch die Anwendung der Interdisziplinarität angeboten werden? Sollte nicht hingegen in einer Primarschule, wo der Lehrer ein Allgemeinpraktiker ist, dafür gesorgt werden, dass sich die Beziehungen und die Überweisungen verstärken? Wird dies begünstigt oder eher verhindert, wenn dem Lehrer für jedes einzelne Unterrichtsfach mehrere hundert Seiten als Schutzwand auferlegt werden und ihm dadurch jegliche persönliche Anschauung und Verwegenheit verbieten.

profit d'une didactique étriquée de branche? Cet effacement ne conduit-il pas à occulter les possibilités fécondes offertes par la pratique de l'interdisciplinarité? Dans une école primaire où le maître est omnipraticien, ne faudrait-il pas, au contraire faire en sorte que les liens, les transferts soient plus fréquents? Cela est-il favorisé ou plutôt entravé, lorsque, pour chaque branche d'enseignement, prise isolément, on lui impose plusieurs centaines de pages de garde-fous qui lui interdisent toute vision et toute audace personnelles?

La quatrième enfin. Les moyens d'enseignement quels qu'ils soient conditionnent peu ou prou, par leurs contenus notamment, l'enseignement qui est dispensé. Il importe donc qu'ils collent au plus près aux plans d'études. Admettre qu'ils puissent s'en écarter ou aller au-delà, sous prétexte que des développements sont possibles, c'est inciter les maîtres à participer eux-mêmes, volontairement ou sans qu'ils le sachent, à la surenchère des exigences. On sait pertinemment que les maîtres ne consultent que rarement les plans d'études. Ce qu'ils ont en mains, quotidiennement, c'est-à-dire le manuel, finit par être leur credo. Que celui-ci ne soit pas hérétique de par l'égaré des auteurs! Ne trouve-t-on pas dans plusieurs moyens d'enseignement de cette période des exemples qui montrent que les boussoles peuvent se payer le luxe d'avoir des fantaisies avec le magnétisme?

8. Remerciements

En cette année marquée – avec quelque retard, il est vrai – par le Centenaire de l'Office cantonal du matériel scolaire, ma gratitude va d'abord au Grand Conseil et au Conseil d'Etat de ce canton qui ont réalisé, maintenu et développé cette institution si nécessaire au bon fonctionnement de nos écoles. L'Office doit beaucoup aux Direc-

Schliesslich die vierte Frage. Die verschiedenartigen Unterrichtsmittel beeinflussen vor allem durch ihre Inhalte mehr oder weniger den erteilten Unterricht. Es ist demnach wichtig, dass sie mit den Lehrplänen möglichst genau übereinstimmen. Nehmen wir an, dass die Unterrichtsmittel von den Lehrplänen abweichen oder darüber hinweg gehen, unter dem Vorwand, es bestünden Entwicklungsmöglichkeiten, so verleitet das die Lehrer dazu, die Anforderungen bewusst oder unbewusst zu überbieten. Man weiss ganz genau, dass die Lehrer selten die Lehrpläne einsehen. Das Lehrbuch, das sie täglich in den Händen haben, ist ihr Credo. Möge es wegen des Irregehens der Autoren nur nicht ketzerisch sein! Sind nicht in mehreren Unterrichtsmitteln dieser Periode Beispiele vorzufinden, die zeigen, dass sich Kompass den Luxus leisten können, mit dem Magnetismus phantasievoll umzugehen?

8. Danksagungen

Mit einiger Verspätung findet dieses Jahr die 100-Jahrfeier der kantonalen Lehrmittelverwaltung statt. Mein Dank richtet sich vorerst an den Grossen Rat und an den Staatsrat dieses Kantons, die diese für unsere Schulen notwendige Institution verwirklicht, bewahrt und entwickelt haben. Die Lehrmittelverwaltung hat den einzelnen Erziehungsdirektoren einiges zu verdanken, nämlich den Herren Lucien Schaller, Georges Python, Ernest Perrier, Joseph Piller, Jules Bovet, José Python und Max Aebischer, die alle dieses Werk ausnahmslos voll unterstützt haben. Einen ganz besonderen Dank möchte ich an Herrn Marius Cottier richten, der die Lehrmittelverwaltung erneuert hat, indem er sie mit in die Zukunft weisenden Räumlichkeiten und modernen Einrichtungen versehen liess. Ebenfalls den Dienstchefs des Unterrichtswesens sei mein Dank für ihre zuverlässige Zusammenarbeit

teurs de l'instruction publique qui se sont succédé: MM. Lucien Schaller, Georges Python, Ernest Perrier, Joseph Piller, Jules Bovet, José Python et Max Aebischer qui tous, sans exception, lui ont accordé leur bienveillant appui. Ma gratitude va tout particulièrement à M. Marius Cottier, l'homme du renouveau, qui a su doter l'établissement de locaux spacieux et d'équipements modernes qui lui permettent d'affronter l'avenir avec sérénité. Merci également aux chefs de service de l'enseignement de leur dévouée collaboration. Il convient de relever aussi les mérites de membres de la Commission de surveillance qui ont accompagné l'auguste centenaire tout du long de son chemin, qui lui ont prodigué aides et conseils. Une pensée émue va à tous les gérants et gérantes aujourd'hui défunts. Merci enfin aux administrateurs en retraite ou en fonction, à l'ensemble du personnel de la Maison, pour leur dévouement et les services combien appréciés qu'ils ont rendus ou qu'ils rendent encore à notre Ecole fribourgeoise.

Armand Maillard
Président de la Commission de
surveillance de l'Office
cantonal du matériel scolaire.

ausgesprochen. Selbstverständlich gilt es auch, die Verdienste der Mitglieder der Aufsichtskommission hervorzuheben, die den erhabenen Jubilar auf seinem langen Weg begleitet und ihm Hilfe und Rat vermittelt haben. Ich möchte auch an dieser Stelle aller bis heute verstorbenen Geschäftsführer und Geschäftsführerinnen gedenken. Schliesslich möchte ich den sich im Ruhestand oder im Amt befindlichen Verwaltern, allen Personen der Verwaltung für ihre Hingabe und für die unserer Freiburger Schule geleisteten und noch leistenden Dienste danken, die sehr geschätzt werden.

Armand Maillard
Präsident der Aufsichtskommission
des kantonalen Lehrmittelverlages.

Übersetzer deutscher Text von François Schneuwly

Références

1. La Liberté du 11.7.1888, no 161
2. Bulletin pédagogique du 1.10.1927, pp. 194 et ss
3. Supplément au Journal de Fribourg no 146, 1890
4. Annuaire de l'instruction publique en Suisse, 1916 pp. 183–209, Payot, Lausanne,
5. M. Charrière et A. Bertschy, Fribourg, un canton, une histoire, p. 101, Fribourg 1991
6. R. Ruffieux, La Suisse de l'entre-deux guerres, Payot Lausanne, 1974

Nous remercions M. René Vonlanthen, administrateur de l'Office cantonal du matériel scolaire, de nous avoir facilité la consultation des archives de l'établissement.

Quellenangaben

1. "La Liberté" vom 11.7. 1888, Nr. 161
2. "Bulletin pédagogique" vom 1.10.1927, S. 194 und ff
3. Zusatzausgabe des "Journal de Fribourg" Nr. 146, 1890
4. "Annuaire de l'instruction publique en Suisse", 1916, S. 183–209, Payot, Lausanne
5. M. Charrière und A. Bertschy, "Fribourg, un canton, une histoire", S. 101, Fribourg 1991
6. R. Ruffieux, "La Suisse de l'entre-deux guerres", Payot, Lausanne, 1974

Wir bedanken uns bei Herrn René Vonlanthen, dem Verwalter der kantonalen Lehrmittelverwaltung, der es uns ermöglichte, Zugang zu den Archiven des Betriebes zu haben.

